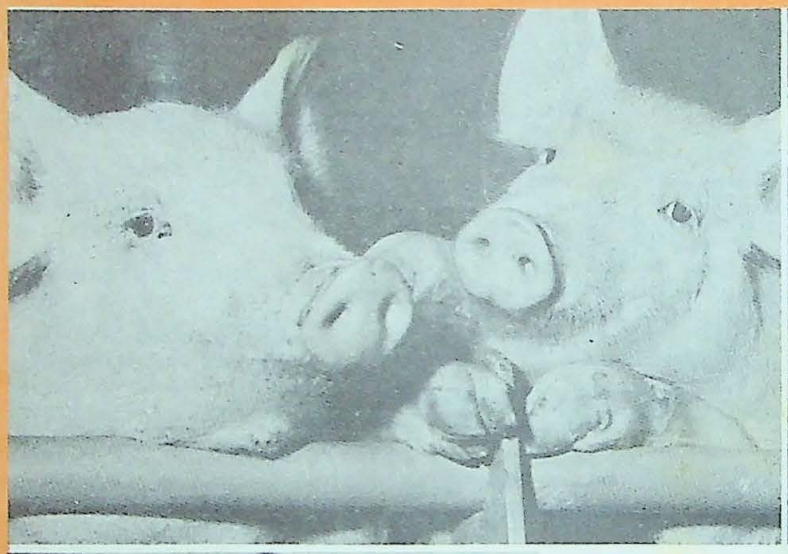
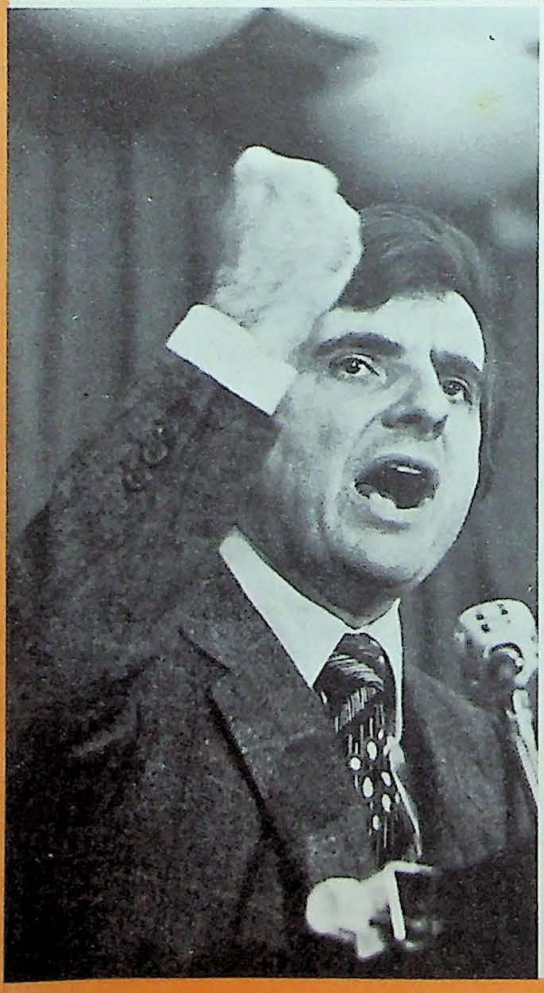
N° 803 — 4 F
DU 16 NOV. AU 22 NOV. 78
NOUVELLE ÉDITION
HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE
UNIFIÉ
PSU

tribune socialiste

Enquête :
le paradis géorgien



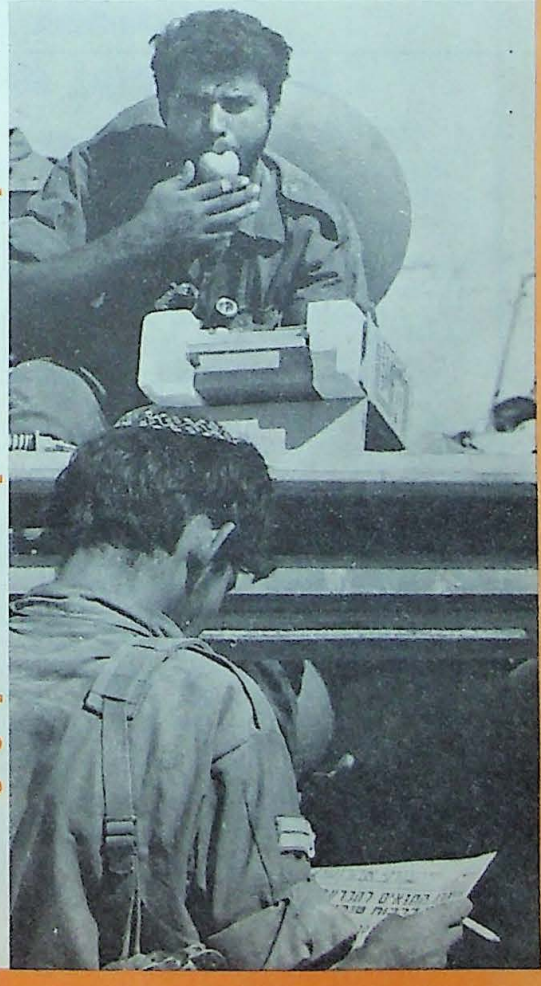


Université :
sur le pavé

Pontivy :
la bataille du porc

CERES :
la petite crise

Proche-Orient:
l'engrenage de la paix



flash

PRISONNIERS BRETONS : GALA INTERDIT

Le gala de soutien aux prisonniers bretons organisé par le C.O.B.A.R. (Comité Breton Anti-Répression) pour ce lundi 13 novembre à la Mutualité a été interdit par la préfecture de police de Paris. Un gala interdit en tant que gala, la chose est rare... Il faut croire que les Bretons font très peur pour qu'on protège ainsi contre eux « l'ordre public »... en tout cas plus qu'une réunion d'Euro-droite à Marseille, par exemple. Il faut croire aussi que la préfecture se sentait morveuse pour ne faire connaître sa décision que trois jours avant la date prévue, empêchant du même coup tout recours... A quand, en France, les interdictions de réunions publiques, ou même de conférences de presse ?

Précisément, une conférence de presse-meeting, suivie d'une manifestation de rue, s'est tenue ce même lundi dans la soirée, à Paris. Outre les militants de la cause bretonne (et quelques flics...) y participaient les chanteurs Glenmor, Servat et Stivell, les avocats des prisonniers et des membres de leurs familles. Le P.S.U.-Bretagne était représenté par Denez Lhostis.

Les 24 prisonniers politiques bretons qui étaient emprisonnés à Fleury-Mérogis ont été transférés le 31 octobre à Fresnes, à l'impromptu et selon des méthodes inhabituelles : une marée noire de gardes mobiles armés sont en effet entrés en force dans leurs cellules pour les enfourner brutalement dans les fourgons... A Fresnes, les conditions de détention se sont durcies ; les prisonniers bretons n'en réclament que plus fermement un statut politique. ■

LA POLICE CONTRE LIP ET LE P.S.U.

Deux camarades de la fédération P.S.U. du Puy de Dôme ont été interpellés lundi soir séparément, à la suite d'une vente de montres Lip organisée à Clermont-Ferrand. Il s'agit de Jean Lajonchère, qui est aussi membre du bureau C.F.D.T.-Chimie, maire et curé de Malintrat, et de Michel Prévost qui appartient à la commission exécutive de la C.G.T. Après la réunion et la vente organisées en soutien aux Lip, les deux militants ont été pris en filature, perquisitionnés et transférés dans la nuit à la P.J. de Clermont-Ferrand. Malgré leurs protestations, ils ont été interrogés et fichés illégalement avant d'être relâchés à l'aube. Par ailleurs, le stock des montres Lip a été subtilisé par la police.

Un communiqué commun C.G.T., C.F.D.T., F.E.N., P.S.U., P.S., P.C. a été rendu public le lendemain, exigeant la restitution des montres et dénonçant la répression ouverte infligée à ces responsables militants et politiques ainsi qu'aux Lip. ■

MORTE POUR UNE MESSE

L'Espélidou, vous connaissez ? En février 1976, on apprenait qu'une fillette y était morte étranglée par les sangles de sa camisole, attachée au fond d'un réduit obscur par le responsable même de cet établissement spécialisé, destiné à de jeunes filles débiles mentales. Protégé par l'administration, l'appareil judiciaire et les autorités religieuses, le père Fabre aurait pu continuer longtemps encore son œuvre de « dressage » sans ce « regrettable incident ». Charles-François Guerrin a fait un livre de cette lamentable affaire. Un honnête dossier. Et bien documenté qui tombe à point nommé avant le passage du père Fabre devant la cour d'assises de l'Hérault.

Charles-François Guerrin, **Morte pour une messe à l'Espelidou,** Editions Alain Lefeuvre, 29 rue Pastorelli, 06000 Nice, 222 p. ■

LE SANG A LA TETE

Auteur de plusieurs essais et romans après avoir connu l'existence « dorée » que réserve l'administration pénitentiaire dans ses « trois étoiles » aux délinquants qui lui sont confiés, Serge Livrozet vient de publier un bel et poignant réquisitoire en forme de roman contre la peine de mort. Son récit dure les quelques secondes d'éternité qui succèdent à la décapitation de son héros.

Les éditeurs ne furent pas très chauds pour éditer un tel bouquin. Livrozet en conclut qu'il s'éditerait lui-même. Il explique pourquoi dans un texte liminaire relatif au « Droit d'écrire ». Vous pourrez vous procurer **Le sang à la tête,** pour la modeste somme de 33 F, franco de port aux éditions Serge Livrozet, 41 bis quai de la Loire, 75019 Paris. ■

CINEMA 78

N° 239 - NOVEMBRE
DOSSIERS-AUTEURS
ROBERT ALTMAN
et
GERARD BLAIN
●
ENTRETIENS AVEC
MARK RAPPAPORT
et
PAUL SCHRADER
●
TOUS LES FILMS
DE LA TELE
●
DIVERSITE DU
CINEMA DIFFERENT
●
En vente partout
et
6, rue Ordener, Paris 18e
12 francs

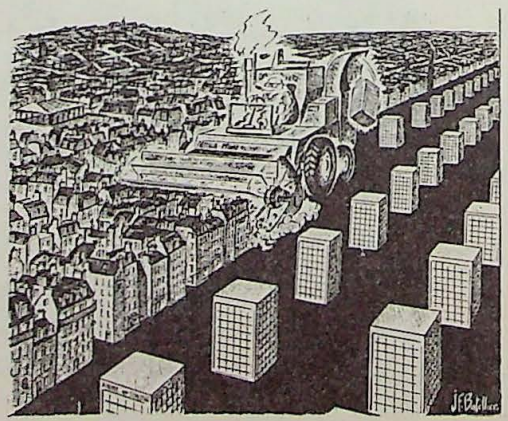
CRISE A « MAINTENANT »

La crise qui couvait à **Maintenant** a éclaté officiellement le 8 novembre : par 10 voix contre 7, le conseil des fondateurs a décidé de prolonger la souscription et de passer à un projet de journal plus sobre et plus proche des militants. Ce vote a entraîné la démission des représentants du C.E.R.E.S. et du P.S. (1), de Christine Buci-Glucksman, de Jacques Frémontier, ainsi que de deux anciens journalistes de **Politique-Hebdo,** Patrick Rotman et Hervé Hamon. Sous la direction de Paul Noirot, les fondateurs restant (parmi lesquels Claude Bourdet, François Turquan, Jean Elleinstein, Claude Boris et Roger Dosse) expliquent qu'ils ont obtenu de la commission des opérations boursières une prolongation de la souscription qui devrait permettre de passer de 5 000 à 9 000 actions. ■

(1) Sauf Jacques Lang.

Un cadeau pour les fêtes

J.-F. Batellier, vous connaissez ? Depuis 68 toujours dans la rue, pour les fêtes, avec son expo itinérante. Dans ce livre, une centaine de dessins sur les thèmes : écologie, urbanisme, les transports, l'éducation, la consommation.



PRIX SOUSCRIPTION JUSQU'AU 30 NOVEMBRE : 30 F (au lieu de 40 F)

BON DE COMMANDE

NOM, PRENOM .....
(écrire en lettres majuscules)

.....

ADRESSE .....

.....

.....

1) Je passerai retirer ..... exemplaires de votre ouvrage à partir du lundi 4 décembre, 9, rue Borromée, 75015 PARIS.

— Je règle par la présente la somme de 30 F × ..... = ... F.
2) Je désire recevoir à domicile ..... exemplaires de votre ouvrage.

— Je règle par la présente la somme de 30 F + 10 F (envoi) = 40 F.
Chèque à l'ordre de Syros,
C.C.P. 19 706 28 Paris.

calendrier politique

• **Jeudi 16 novembre (Paris 13e) :** conférence débat sur « La légitime défense », au couvent Saint-Jacques, 20, rue des Tanneries, à 20 heures, avec des représentants des associations d'avocats, de magistrats et de policiers.

• **Vendredi 17 novembre (Marseille) :** Le Mouvement pour le désarmement, la paix et la liberté (M.D.P.L.) organise une soirée d'information, avec montage audio-visuel sur « Le commerce des armes et la militarisation ». A 20 h 30, au 11, rue Saint-Vincent-de-Paul. Un débat sera animé par D. Beauron, objecteur de conscience, membre du secrétariat national du M.D.P.L.

• **Samedi 18 novembre (Montpellier) :** « Se battre pour l'autogestion dans nos quartiers, nos communes », colloque organisé par le P.S.U., la Fédération des élus autogestionnaires et le Front autogestionnaire, de 15 h à 18 h 30, au Centre Lacordaire, 6, rue des Augustins (rue perpendiculaire à l'Esplanade). Au programme : 1) historique de la naissance du courant autogestionnaire en Languedoc-Roussillon ; 2) de grandes idées-forces caractérisent le courant autogestionnaire ; 3) existe-t-il une liaison entre ces idées et la pratique quotidienne.

• **Samedi 18 novembre (Paris 16e) :** conférence-débat sur « L'autonomie du pays basque nord », à 20 h 30, à la Maison basque, 10, rue Duban, Métro La Muette, organisée par E.H.A.S. (Euskal Herriko Alderdi Sozialista) — Parti socialiste du peuple basque.

• **Lundi 20 novembre (Créteil) :** le groupe Chrétiens pour le socialisme (C.P.S.), de Créteil, organise une réunion avec Gilles Verbunt sur « Les travailleurs migrants et nous ». A 20 h 45, au Centre culturel, 57, rue du Général-Leclerc (94).

• **Lundi 20 novembre (Paris 15e) :** Au siège du P.S.U., débat ouvert à tous sur « Les effets de l'informatique dans la vie et dans le monde du travail ». Quelle intervention politique par rapport à cette question ? De 19 h à 22 h, au 9, rue Borromée, Métro Volontaires. Pause buffet.

• **Mardi 21 novembre (Lanester) :** Le C.R.I.S.L.A. (Centre de réflexion, d'information et de solidarité aux luttes anti-impérialistes) organise un mois d'information sur le tiers monde et tout ce qui touche aux relations tiers monde - pays riches, en particulier la France. Le 21, à 20 h 30, à la maison des jeunes et de la culture de Lanester, débat avec Mongo Beti, écrivain camerounais, auteur de **Main basse sur le Cameroun,** livre interdit en France. Projection d'un film 27 mm : **Contre-censure.** Pour des renseignements complets sur le programme de ce mois, adressez-vous au C.R.I.S.L.A., 1, impasse P.-Loti, 56 Lorient.

• **Mardi 21 novembre (Paris 6e) :** Centre populaire de formation socialiste, cycle théorique : « Marxisme et politique » (première séance), par J.-M. Demaldent, de 19 h à 21 h, au C.R.E.F.A., 78 A, rue de Sèvres, Paris (6e), à la salle Défense.

• **Vendredi 24 novembre (Paris 6e) :** C.P.F.S., cycle historique : « La naissance du P.C.F. », par René Galissot. Mêmes heures, même lieu que ci-dessus.

• **Samedi 25 novembre (Kervenanec) :** Toujours organisé par le C.R.I.S.L.A. de Lorient, réunion-débat de formation avec F. de Ravignan sur le thème « Quelle solidarité avec le tiers monde ? Pour quel développement ? ». F. de Ravignan, ingénieur agronome, coopérant au Sud-Cameroun, est l'auteur, avec A. Provent, du livre **Le nouvel ordre de la faim, révolutions paysannes,** publié au Seuil. Les séances du C.R.I.S.L.A. sont gratuites, néanmoins une participation aux frais est demandée en fonction des possibilités de chacun. Il est souhaitable, mais non obligatoire, de s'inscrire en s'adressant au C.R.I.S.L.A., 1, impasse P.-Loti, 56 Lorient.

• **Samedi 25 novembre (Paris 14e) :** réunion de coordination pour la campagne avortement-contraception (suite à la coordination internationale de Bruxelles), à l'appel du Planning familial, de Choisir, du P.S.U., de la L.C.R., de l'O.C.T. et de groupes femmes. Au 8, villa du Parc Montsouris, à partir de 14 h, Métro Porte de Choisy. Pour tous renseignements : Ch. Dupré, 39, av. Cl.-Vellefaux, 75010 Paris.

• **Samedi 25 novembre (Rochefort) :** « 6 heures pour l'écologie » organisées par le Front autogestionnaire de Rochefort. Plusieurs organisations seront participantes : Amis de la Terre, Comité de défense du Marais, Stop à l'autoroute A 10, P.S.U., C.S.C.V. et des groupes écologiques de la région. De 16 h à 22 h, au Palais des congrès de Rochefort. Nombreux carrefours, stands, bouffe, boisson et garderie pour les enfants.

• **Tous les mardi et jeudi (Paris) : le** collectif « Femmes contre le viol » organise une permanence de 18 h à 22 h. On suppose qu'il s'agit d'une permanence téléphonique car il ne nous a été communiqué qu'un numéro : 278-70-38. ■

humeur

Ceci n'est pas une humeur...
Et si on ferait un journal ?

L'écolo que je m'efforce d'être se méfie des zones en voie de désertification : on sait comment cela commence, un désert, mais on ignore souvent où cela s'arrête et on n'imagine jamais à quel point cela peut soudain accélérer sa marche. Et j'appelle désert l'information diffusée par ce qu'il est convenu de nommer l'extrême-gauche.

Soyons bien clair : **Politique-Hebdo** disparu au grand soulagement de trop de gens, que reste-t-il pour fournir une information un peu différente, pour proposer un éclairage de l'actualité, un commentaire qui tranche avec ce qu'offre la majorité des organes de presse ? Que l'on ne se méprenne pas : je ne tiens ni **Rouge,** ni **Libération,** ni la **Gueule Ouverte** en train de se transformer, pour quantité négligeable, mais le premier est limité par son « image » et ses difficultés financières et le second navigue entre le meilleur et le pire. Quant au troisième, il vient de s'apercevoir que le désert existe...

Et de toute façon, cela ne suffit pas.

Soyons encore plus clair : les gens soulagés par la mort de **P.H.,** on n'en trouve pas seulement à droite. Un journal que nul ne contrôle ou tient en laisse, cela finit par irriter. Et **Maintenant,** me direz vous ? Ben... justement, il y a un peu trop de monde penché sur le berceau : en gestation depuis cinq mois, il croule sous les grands discours alors qu'il a simplement besoin d'un peu de vie et d'attentions. C'est fragile un journal et ça n'aime guère les grands méchants jeunes loups. Et pendant que ces messieurs philosophent — si l'on peut dire —, un minimum de 80 000 lecteurs — ils étaient nombreux ceux qui empruntaient P.H. à un copain — battent la campagne.

Reste, il faut bien y arriver, **Tribune Socialiste.** Autrement dit, pratiquement rien : le trouver dans un kiosque relève de l'exploit. Petit parti, nous nous offrons chaque semaine un bulletin intérieur de vingt mille francs. Un vrai luxe. Quant au contenu, les faibles moyens mis en œuvre ne permettent pas de faire mieux ; et le fait que nous revendiquions être un journal de parti dans la mise en page décourage pas mal de sympathisants, de lecteurs potentiels. Et puis, répétons-le, il est pratiquement impossible à dénicher.

Alors plutôt que d'attendre **Maintenant,** Pâques et la Trinité, pourquoi ne ferions-nous pas un journal, un vrai ? Pas la septième merveille du monde, mais un canard qui déborderait largement, plus largement, de nos préoccupations de parti ?

Pourquoi ne pas essayer ? Pourquoi, il faut le dire franchement, ne pas nous adresser à ceux qui lisaient P.H. et qui attendent ils ne savent trop quoi en feuilletant le **Nouvel Observateur** d'un doigt distrait. Les luttes sociales, la culture en marge, les femmes, l'écologie, le fait divers politique vu de l'extrême-gauche, les informations régionales, l'école et l'université, la réflexion théorique, les débats, la lutte contre tous les impérialismes... autant de sujets et de thèmes qui ne nous sont pas étrangers. Manquent simplement des forces et une volonté. Et l'on demanderait aux éditorialistes un peu sévères de se faire un peu plus discrets à la fin du journal, pour ne pas effaroucher le lecteur.

Gagner quelques milliers de lecteurs en dépassant résolument notre cénacle, en disant résolument son fait à la gauche... moyennâgeuse et en le faisant savoir, ce ne serait pas un pari impossible. Avec un peu de sous. Un bon moyen de relayer la sensibilité du parti. Cela suppose, diront certains, que le parti se dépasse un peu, qu'il se secoue et vole de ses propres ailes. Certes. Mais, est-ce vraiment un problème ?

Mais il faudrait peut-être nous grouiller un peu, nous sortir de notre ron-ron, nous remettre à croire à autre chose qu'au soutien critique de la désunion de la gauche. Mais, je m'égare.

Je parlais d'un journal : et vous, les quelques anciens de P.H. qui vous débattez, seuls, dans les pires difficultés, cela ne vous tenterait pas de redonner, en quelque sorte, une vie à votre journal plutôt que d'attendre le bon (?) vouloir de « conseil politique » dont « l'angoisse » a été longtemps d'obtenir l'assurance que **Politique-Hebdo** était bien mort et enterré ?

Voilà, c'est dit. Aussi brutalement que possible : et si qu'on ferait un journal, ce serait peut-être pas si absurde que cela ?

Pensez-y...

C.-M. VADROT ■

flash

Crédit photo : P. 1 : D. Maillac, A.F.P., D.R. ; P. 6 : D. Maillac ; P. 7 : dessin de Wiaz ; P. 8 ; D.R. ; P. 9 : D.R. ; P. 10-11 : C.-M. Vadrot ; P. 13 : D.R. ; P. 14 : A.F.P. ; P. 15 : Fotolib ; P. 16 : Fotolib.

LES QUATRE DE FLEURY

Le 20 novembre prochain va s'ouvrir à Paris, devant la Cour d'Assises, le procès de quatre militants noirs américains accusés d'avoir fui les Etats-Unis pour rejoindre les Panthères Noires à Alger, en 1972, en accomplissant un détournement d'avion.

George Brown, Joyce Tillerson, Melvin et Jean Mac Near sont détenus en France à Fleury depuis deux ans et demi. Le 15 novembre 1976, la Chambre d'accusation de la Cour d'Appel de Paris, reconnaissant le caractère politique de leur acte, a rejeté la demande d'extradition formulée à leur encontre par le gouvernement américain.

Cette affaire doit être jugée dans son contexte : celui de la guerre du Vietnam et de la répression terrible qui frappe le mouvement noir, dans le contexte aussi des détournements quasi quotidiens qui se déroulaient alors, sans aucune violence, vers Cuba. La France, représentée en l'occurrence par un jury et des juges français, saura-t-elle distinguer, derrière l'acte désespéré de détournement, le véritable objet du procès : les conditions de misère et d'oppression faites à la majorité des Noirs américains ?

Les « quatre de Fleury » ont écrit pendant leur détention le récit de leur vie et les événements qui les ont amené à leur acte. Il en est sorti un livre **« Nous, Noirs américains évadés du ghetto »**, Editions du Seuil, collection « Combat » - 45 F. ■

MESRINE SUPER STAR

Mesrine fait encore parler de lui. Son dernier « exploit » — la tentative d'enlèvement du juge Petit, président de la cour d'assises de Paris — visait à remettre en question l'existence des quartiers de haute sécurité dont il a déjà été maintes fois question dans **T.S.**, pour les dénoncer. Résultat : on parle beaucoup de Mesrine, ce qui est pour le moins malsain ; très peu des Q.H.S., ce qui est dramatique car leur prolifération ne peut que contribuer à la fabrication de nouveaux Mesrine. En attendant, celui-ci court toujours. Avant son prochain coup. ■

OFFRES D'EMPLOIS POUR L'ALGERIE

● **ARCHITECTE**
études chantier (35 ans)
confirmé et expérience solide.
● **COORDINATEURS**
pilote-direction de travaux
ingénieur E.T.P. ou équivalent.
● **RESPONSABLES SERVICE METRE-PRIX** (siège)
approvisionnement matériaux
(service 2 à 3 personnes)
● **INGENIEUR V.R.D.**
ou technicien confirmé.
● **INGENIEUR METHODES**
expérience entreprise,
préfabrication organisation
de chantier.

Ecrire au Journal qui transmettra.
Référence à rappeler
T.S. novembre 78/1.

● **Diplômé grande école scientifique ou de gestion,** expérience minimum de 2 années dans le secteur B.T.P. avec la charge des problèmes d'organisation et/ou des problèmes budgétaires au niveau chantier et entreprise.

S'adresser au Journal qui transmettra.
Référence à rappeler T.S. novembre 78/2. ■

Pour les 500 000 F

300 000 ! Le rythme des rentrées de la semaine a été satisfaisant. Mais pour que le P.S.U. vive, il nous faut recueillir 500 000 F avant la fin de l'année. Plus le but approche, plus maintenir le rythme des rentrées risque d'être difficile.

Redoublons nos efforts, notamment en direction de ceux qui, à l'extérieur du P.S.U., jugent son action positive !

Un bon exemple de campagne de souscription : à Rouen les camarades présentent le calendrier de l'autogestion comme support à la souscription. Ils recueillent 60 F en moyenne par calendrier. C'est une bonne idée.

J.-M. D. ■

LES MOYENS D'ETRE CREDIBLE

Après discussion en section nous avons décidé de vous envoyer dans un premier temps un chèque de cinq cents francs [...] **T.S.** est actuellement invendable sur les marchés, 16 pages pour 4 F, ça ne passe pas.

Au cours des longues discussions que nous avons à l'intérieur du parti, nous abordons souvent la question de notre crédibilité. Or est-ce qu'on se donne les moyens d'être crédible ? (...).

[...] Il faudrait que l'argent de la souscription soit utilisé pour nous doter de moyens suffisants pour véhiculer les résultats de nos réflexions et de nos propositions. **T.S.** est un des outils pour véhiculer nos idées, il faudrait donc augmenter sa pagination, car actuellement il est quasiment vide et la formule de 1976-1977 était meilleure.

Nous souhaitons une bonne utilisation de ces 500 F mais nous voulons pour tous les adhérents des comptes.

Amitiés autogestionnaires,
J.-M. ANTOINE, Saint-Mandé ■

A L'ETROIT

Prendre la plume pour écrire une bafouille m'est assez pénible ; aussi me contenterais-je d'une seule lettre pour deux buts, en espérant que la communication au sein du 9, rue Borromée se passe bien (ce dont je ne doute pas).

1°) commande de 2 calendriers (chèque de 24 F ci-joint).
2°) Modeste réponse à l'appel du P.S.U. (chèque de 40 F ci-joint. Je souhaite ainsi contribuer notamment au retour des 24 pages pour **T.S.** Il est dommage qu'avec la qualité qu'il a acquise depuis un an, **T.S.** se retrouve à l'étroit.

Bon courage à tous et... meilleures finances.

Bien cordialement,
J. MALLET, Meulan ■

SYMPATHISANTS DU F.A.

A l'entreprise où je travaille, un camarade P.S.U. m'a fait connaître votre appel. Ma femme et moi sommes sympathisants du Front autogestionnaire. Recevez ci-joint un chèque de 50 F. C'est peu mais ça peut servir.

Bon courage, salut à tous. ■

UN CINQUIEME TIMBRE

Nous répondons à votre appel au secours. Nos finances nous permettent de vous envoyer environ l'équivalent d'un 5e timbre. Nous sommes donc complètement à jour de nos cotisations 1978 puisque le 4e trimestre a été réglé le 7 octobre (...). Nous espérons que de nombreuses fédérations plus importantes que la nôtre pourront apporter une aide financière similaire à la nôtre et que les 500 000 F rentreront très vite dans les caisses du national.

Amicales salutations,
G. MENAUT,
fédération du pays basque ■

bulletin d'abonnement

Bulletin à retourner à Tribune socialiste, service abonnements, 9, rue Borromée, 75015 - Paris.

M. ☐ Mme ☐ Mlle ☐

NOM..... Prénom.....

Adresse.....

Profession.....

Code postal..... Ville.....

S'abonne pour 1 an ☐ 6 mois ☐ (1)

Ci-joint un versement par chèque bancaire ☐ postal ☐ (1)

à l'ordre de Tribune socialiste, CCP 5826-65 Paris.

Tarifs : 1 an : 150 F ; 6 mois : 80 F ; soutien : 200 F.

(1) Cocher la case correspondante.

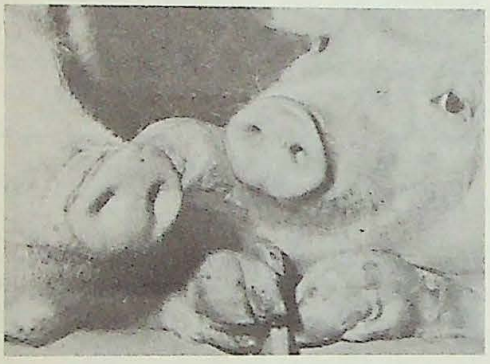
Directeur politique : Jean-Marie Demaldent
Rédacteur en chef : José Sanchez
Rédacteur en chef adjoint : René Lanarche
● **Où va la France ? :** L. Goldberg, Y. Sparfel, Y. Craipeau, C. Deslhiat, M. Etienne, V. Fay, G. Hercet, D. Lambert, V. Leduc, S. Lyllan, M. Mousel, J.-F. Thoraval, F. Turquan
● **Et pourtant elle tourne :** J. Jullien, Ph. Marielie, B. Ravenel
● **Les Armes de la critique :** G. Akoun, B. Blanc, F. Claire, E. Ertel, F. Gastellier, J.-F. Mathé, D. Nores, C.-M. Vadrot
Dessinateurs : Batellier, Cagnat, Desmoulins, Fénu, Filipandré
Maquette et collaboration technique : Max Pagis
Secrétariat - Documentation : Marie-Françoise Chailleux
Directeur de la publication : Geneviève Petiot
Edité par la SARL « Société nouvelle de presse politique »
9, rue Borromée, 75015 Paris
Rédaction : 566-45-64 et 566-45-37 poste 37
Administration et publicité : 566-45-37
Numéro de la commission paritaire : 37 392
Distribué par les N.M.P.P.
Composition, photogravure, impression :
S.N.I.L., 3, rue de Nantes, 75019 Paris. Tél. 208-64-05
Changement d'adresse :
Joindre la bande d'un des derniers envois et 3 F en timbres postes

sommaire

● **Editorial**
Grandes manœuvres élyséennes
par **V. Leduc** ..... p. 5

● **Où va la France ?**
La petite crise du CERES
par **L. Goldberg** ..... p. 6

Point de vue :
retours sur une défaite
par **G. Perrin** ..... p. 7
L'Université sur le pavé
par **J.-M. D.** ..... p. 8
La bataille du porc
par **D. Rivière** ..... p. 9



● **Nucléaire**
L'Autriche dit non
par **P. Charbot** ..... p. 9

● **Enquête**
Le paradis géorgien
par **C.-M. Vadrot** ..... p. 10-11

● **Forum de l'autogestion**
La restructuration capitaliste : pourquoi ?
par **J.-Y. Sparfel** ..... p. 12
Retrouver son identité sexuelle
par **Cl. Francescani, A. Letrun et J.-F. Thoraval** ..... p. 13

● **Et pourtant elle tourne**
Proche-Orient :
l'engrenage de la paix
par **A. Tlemcen** ..... p. 14
Le Chili qu'on oublie
par **A. Cadena** ..... p. 15

● **Armes de la critique**
Liban :
chroniques d'une guerre ..... p. 16

EDITORIAL

Grandes manœuvres élyséennes

par Victor LEDUC

La mise en œuvre d'une disposition du Traité de Rome concernant l'élection du Parlement européen au suffrage universel est due, on le sait, à l'initiative de M. Giscard d'Estaing. Mais cette initiative relève moins du zèle pro-européen du Président de la République que d'une opération de politique intérieure. L'élection du Parlement européen au suffrage universel ne changera pas en effet l'objectif fondamental des mécanismes européens tels qu'ils sont institués : faciliter l'intégration capitaliste à l'échelle européenne. Tout au plus tentera-t-elle de lui donner une apparence démocratique.

Par contre, l'introduction de cette question dans la vie politique française permet de réactiver au profit de Giscard, estiment les stratèges de l'Elysée, tous les clivages au sein de la majorité et au sein de l'opposition.

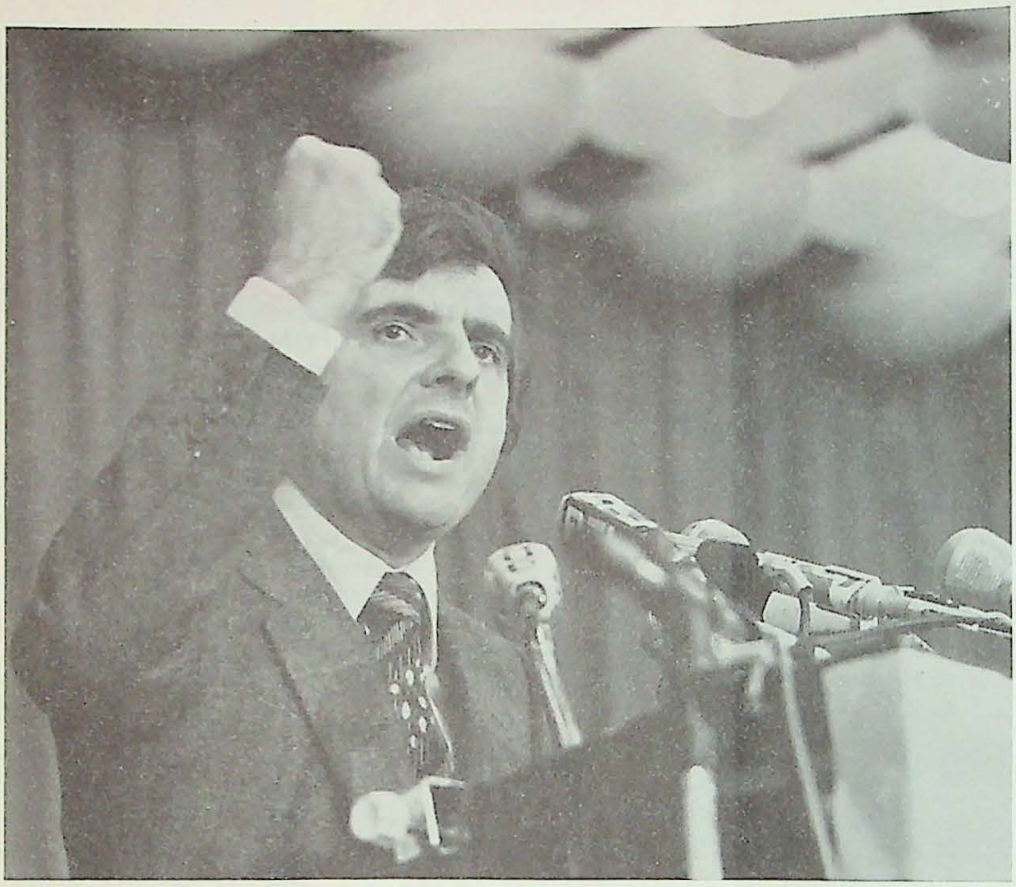
Le R.P.R., on l'a bien vu lors de son congrès extraordinaire, se trouve en porte-à-faux. Pris entre l'ultra-nationalisme d'un Debré et d'un Sanguinetti qui correspond assez bien à la sensibilité de ses troupes et l'opportunisme pro-européen d'un Guichard, il doit chercher une voie moyenne dans l'acceptation contrainte de Chirac. A ses demandes de garanties, le secrétaire d'Etat chargé des affaires européennes répond dédaigneusement que « le gouvernement n'a pas de nouvelles assurances à donner et que les nouvelles exigences du R.P.R. ne sont pas du tout fondées ».

La cassure entre le P.C. et le P.S. est encore aggravée, s'il est possible, par l'affaire européenne. Le P.C.F. se distingue des partis communistes italien et espagnol par son hostilité déclarée à l'Europe et exprime cette hostilité dans un abandon complet des exigences de l'internationalisme. Le P.S. est lui-même divisé sur cette question, mais sa majorité tient un langage nettement favorable à l'initiative européenne et par là même peut apparaître très proche du centre. C'est bien ce qu'escomptait Giscard de l'élection européenne. On dit même qu'il se livre à des calculs mirifiques selon lesquels sa liste dépasserait 30 %, celle du P.S. aurait 26 %, le R.P.R. 16 % et le P.C. 10 %. Les anti-européens étant ainsi pulvérisés, il ne resterait plus qu'à attendre que se constitue une nouvelle majorité sur la base d'un accord pro-européen. Mais il oublie que le P.S. peut essayer aussi de jouer de cette situation pour son propre compte.

Il y a loin des rêves à la réalité, mais il est vrai que certains problèmes peuvent servir de pierre de touche. Il en est ainsi du Fonds monétaire européen. C'est là-dessus qu'au sein du P.S. se partagent les partisans de la stratégie d'intégration européenne et ceux qui sont disposés à s'y opposer.

On voit, en tout état de cause, le piège tendu par le pouvoir à l'occasion des élections européennes. Nous avons à nous saisir de cette situation pour dénoncer les grandes manœuvres élyséennes, pour en montrer à tous les militants les tenants et les aboutissants. Nous avons aussi à mener, à propos de l'Europe, notre propre campagne d'action, à exposer nos propositions.

Le P.S.U. ne sera pas absent de cette nouvelle bataille politique. Il y participera, selon des modalités dont décidera notre congrès, avec des militants politiques et syndicaux, avec des animateurs de mouvements sociaux, écologistes, féministes, nationalitaires. Il y défendra les positions anti-capitalistes et anti-impérialistes. Il y développera à l'échelle de l'Europe les options du socialisme autogestionnaire. ■



Jean-Pierre Chevènement : des analyses indigentes.

La petite crise du C.E.R.E.S.

Un courant critique, au sein de la minorité socialiste, remet en cause les analyses de ses "chefs historiques".

La crise qui remue le C.E.R.E.S., si elle est moins spectaculaire que d'autres, n'en est pas moins révélatrice des reclassements en gestation à gauche et à l'extrême gauche.

De tous les courants organisés, le C.E.R.E.S. était sans doute le moins préparé à l'échec électoral de mars 78. Convaincus d'avoir été les principaux artisans et inspirateurs de l'unité réalisée en 1972, ses « dirigeants historiques » s'étaient faits les gardiens vigilants de l'Union de la gauche et du programme commun qu'ils paraient de vertus quasi mythiques. Bien qu'écartés — contre leur gré — de la direction du P.S., ils attendaient de la victoire électorale la consécration de leurs vues et probablement aussi leur retour aux « affaires ». La chute n'en fut que plus brutale.

La défaite de mars 78 a été celle d'une conception restrictive de l'unité et du programme de la gauche traditionnelle. Mais les dirigeants du C.E.R.E.S. qui s'en étaient faits les chantres, se sont trouvés hors d'état d'en tirer des leçons positives pour l'avenir.

C'est ce qui explique le trouble de bon nombre de militants du C.E.R.E.S. et l'apparition en son sein d'un courant critique qui tente d'ouvrir de nouvelles perspectives. C'est aussi ce qui explique la pauvreté des analyses produites par les « dirigeants historiques ».

Haro sur la « gauche américaine »

Dans deux articles du *Monde*, J.-P. Chevènement expliquait que la responsabilité de la défaite incombe en partie à la direction du P.S. dans la mesure où elle a effectivement « viré à droite » depuis 1974... C'est-à-dire depuis l'arrivée de Michel Rocard. Dans un texte paru dans *Repères*, il précise sa pensée : tout le mal vient de la « gauche américaine », expression idéologique de la « nouvelle petite bourgeoisie » salariée, et cheval de Troie de l'impérialisme au sein du mouvement ouvrier. La « contestation » de mai 68, considérée comme l'irruption de ces « nouvelles couches » sur la scène politique, n'aurait servi qu'à faire le lit du libéralisme avancé. « *Dix ans après quel bilan d'échec !* », s'écrie J.-P. Chevènement, oubliant l'écrasante responsabilité de la gauche traditionnelle dans toutes les défaites du mouvement ouvrier depuis 20 ans.

Mais le « dirigeant historique » n'en a cure. Poursuivant sa démonstration, il entreprend un vaste amalgame politico-philosophique où Edgar Morin, Alain Touraine, Maurice Clavel, les nouveaux philosophes et Patrick Viveret se retrouvent dans le même sac que les théoriciens de la Trilatérale.

On reste confondu devant l'indigence de telles élucubrations dont la seule fonction paraît être de préparer les militants du C.E.R.E.S. à une bataille pour le contrôle de l'appareil du P.S., l'adversaire désigné étant bien entendu Michel Rocard.

Une démarche positive

Face à la dégénérescence politique du groupe dirigeant du C.E.R.E.S., qui s'enfonce dans un néo-stalinisme teinté de nationalisme, la « contribution au débat » défendue par Christian Pierret, Jacques Guyard et leurs camarades, apparaît comme la seule tentative sérieuse d'analyse de la situation actuelle, au sein de ce courant.

Rejetant à juste titre les appels de J.-P. Chevènement au « sursaut national » et son analyse sommaire de la « nouvelle petite bourgeoisie », ils tentent au travers d'une analyse de la crise et des contraintes internationales de dégager des objectifs et une politique unitaire adaptés à la situation réelle.

Cette démarche reste sur bien des points, et notamment en ce qui concerne la place et le sens des luttes de type autogestionnaire, fort éloignée de la nôtre. Elle peut cependant être positive si elle évite la stérilisation des militants du C.E.R.E.S. dans de pures batailles d'appareil.

Il est possible que le prochain colloque du C.E.R.E.S. qui se tiendra à Epinay les 16 et 17 décembre prochains verra la victoire des « dirigeants historiques » sur leurs adversaires. En effet, même s'ils écoutent les contestataires avec sympathie, de nombreux militants du C.E.R.E.S. pensent que les dirigeants actuels seront, malgré tout, les meilleurs défenseurs de la « ligne unitaire » dans laquelle ils voient la seule garantie de l'ancrage à gauche de leur parti.

Mais le débat ne fait que commencer.

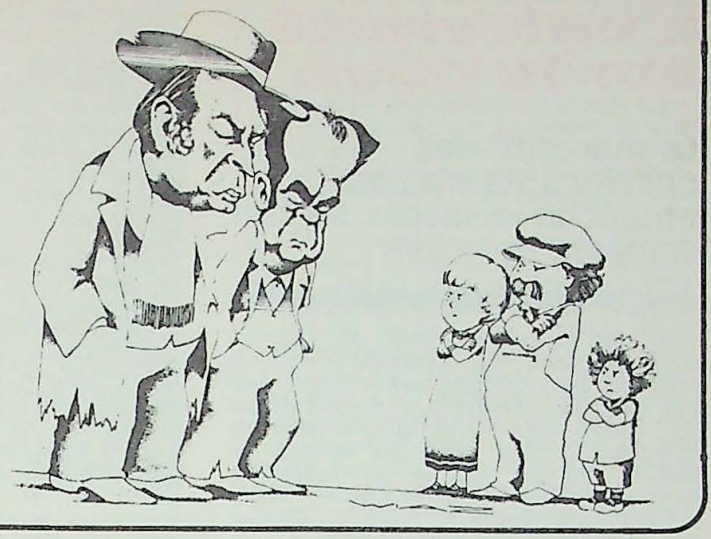
Léo GOLDBERG

point de vue

Retours sur une défaite:

Non à la querelle des anciens et des modernes

Sans un bilan par la gauche (PSU compris) de ses erreurs d'hier, pas d'actions victorieuses, pour les travailleurs demain.



Si l'Union de la gauche n'avait pas été rompue en septembre dernier, nous serions, depuis mars, la majorité. Mais l'unité a été rompue. Et nous tous, les militants des organisations politiques et syndicales de la gauche et de l'extrême-gauche, mais aussi les travailleurs de la base, les inorganisés, les sans-parti, que nous ayions ou non fait confiance au P.C.F. et/ou au P.S., que nous ayions ou non cru au Programme commun, nous nous sentons floués. Et largement impuissants, face à la division politique que vient parfaire aujourd'hui la division syndicale.

C'est la faute au P.S., et que vive l'union à la base ! C'est la faute au P.C.F., et que vive le surplace ! C'est la faute au P.C.F. et au P.S., et que vive la grève générale ! Jamais la gauche, dans ce pays, n'avait montré autant de mépris pour ceux qu'elle prétend défendre et représenter : les travailleurs. Qui pourrait se contenter de telles « explications » et de telles perspectives ? Veut-on nous dégoûter pour toujours et de l'action et de l'analyse politiques ?

Septembre noir...

Les raisons de la défaite sont nécessairement complexes. Y revenir, ce n'est pas quitter le terrain de l'action immédiate, concrète et urgente pour les nuées de l'analyse et de l'abstraction. Car sans analyse de nos erreurs collectives, au cours de la dernière décennie, et de l'année qui vient, pas d'actions victorieuses demain, y compris « à la base ». De l'échec nous sommes tous, appareils, militants, à des titres divers, comptables. Personne, parmi nous, ne peut plus prétendre avoir toujours eu raison — contre tous les autres.

Et pour commencer, que s'est-il passé en septembre dernier ? Parce qu'il n'avait pas confiance dans la mobilisation populaire en cas de victoire, parce qu'il estimait que le rapport des forces (électoral !) dans la gauche n'était pas en sa faveur, le P.C.F. a rompu l'unité. Cela est clair pour tous. Pourquoi certains, à gauche de la gauche traditionnelle, et notamment au P.S.U., se refusent-ils encore à le dire tout haut ?

Le P.C.F. a rompu, délibérément, quitte à prendre le risque de la défaite. Mais ses (mauvais) prétextes n'étaient pas tous faux. Ce qu'il dit sur le P.S., la pratique de ses dirigeants, la nature de ses liens avec la 11e Internationale et, par ce biais, avec l'impérialisme américain, l'ambiguïté de sa volonté de rupture avec le capitalisme, systématiquement mise en sourdine avant chaque consultation électorale, pour être unilatéral, donc sectaire, n'en comporte pas moins une bonne part de vérité. Le P.C.F. n'a donc pas tous les torts. Pourquoi François Mitterrand et les siens s'acharnent-ils, catéchisme à l'appui, à prouver le contraire ?

... et programme blanc

Plus grave encore : si, au niveau de l'analyse de la conjoncture (juillet 1977-mars 1978), le P.C.F., en rompant l'unité porte indéniablement une responsabilité spécifique dans la défaite, ses griefs ne pouvant en aucun cas justifier une décision de rupture, cela ne veut pas dire que le P.S. n'en porte aucune. A un autre niveau en effet, celui de la période historique qui court de 1972 à 1978, et qui est celui des causes profondes, le P.C.F. et le P.S. sont tous les deux responsables, à égalité, de ce qui s'est passé. Que l'on sache, le Programme commun a été rédigé et signé à deux. Or la défaite de mars, c'est la défaite du Programme commun, de la stratégie qui le sous-tendait.

Si le contrat passé entre le P.S. et le P.C.F. en 1972 s'est rompu si facilement, c'est parce que l'unité scellée par le Programme commun était insuffisante : une unité contre les monopoles plus que contre le capitalisme, une unité de sommet entre appareils, électorale pour l'essentiel, plus qu'une véritable unité populaire reposant sur la mobilisation de ceux d'en bas. Bref, un mariage blanc.

Cela, le P.S.U. l'a toujours affirmé. Telle était la raison pour laquelle, tout en reconnaissant certains de ses aspects positifs, nous ne l'avons pas signé en 1972, nous n'avons pas demandé, en 1977, à participer à sa renégociation. Les événements nous ont, malgré nous, donné raison. Notre responsabilité dans la défaite, à nous et à l'ensemble de l'extrême-gauche, elle existe, mais elle se situe ailleurs : quelque part dans la foulée de mai 1968, pour n'avoir pas compris à temps la légitime aspiration des masses populaires à voir se réaliser l'unité de toutes les organisations du mouvement ouvrier.

Une gauche archaïque

Archaïque, le Programme commun l'était d'une autre manière encore. Addition, mais non fusion, autour des revendications anticapitalistes de la classe ouvrière traditionnelle, et plus précisément des ouvriers professionnels d'ancienne souche, de tous les corporatismes qui minent la société française, il ignorait, quand il ne les combattait pas, les nouvelles revendications, anticapitalistes elles aussi, surgies avec éclat en mai 1968 et qui devaient s'affirmer peu à peu dans les luttes de la décennie suivante. Revendications antihiérarchiques et égalitaires des O.S., français et immigrés, gestionnaires (de contrôle), des techniciens de la production ; aspiration générale enfin à une authentique démocratie ouvrière dans la conduite des conflits. Revendications et luttes des jeunes, des femmes, des écologistes, des minorités nationales portées, pour l'essentiel et en un premier temps, qu'on le veuille ou non, par une classe en voie de constitution, d'homogénéisation et d'extension rapide, la nouvelle petite bourgeoisie (1), pour d'autres rapports sociaux, non capitalistes, entre les individus dans la vie quotidienne d'une part, les individus et la nature d'autre part.

La raison profonde de la défaite de mars 1978, elle est là : dans l'incapacité du P.C.F., alors hégémonique sur les plans électoral et idéologique, et du nouveau P.S. à comprendre l'évolution du capitalisme contemporain, et donc à construire un bloc bourgeois au pouvoir. Sans alliance privilégiée en effet entre la classe ouvrière et des pans entiers de la nouvelle petite bourgeoisie, pas de véritable unité populaire. Pour la vieille gauche, le pouvoir capitaliste, c'est d'abord le pouvoir de l'« argent » (extraction de la plus-value). Alors que c'est aussi, et en même temps le pouvoir du « savoir » (division travail manuel/travail intellectuel).

Aussi et en même temps : une façon comme une autre, pour nous, d'indiquer que l'actuelle querelle, à gauche, des anciens et des modernes ne nous intéresse pas. Le vieux et le neuf, la « vieille » lutte économique et la « nouvelle » lutte idéologique de classes, il ne s'agit pas de les opposer, ni même de les juxtaposer, mais bien de les articuler. Tâche complexe, qui bouleverse toutes les idées reçues, les traditions, les habitudes de la gauche.

Nous n'avons pas, au P.S.U., de recettes miracles à proposer. Tout au plus quelques éléments de réponse. Nous savons simplement que sans cette articulation, il n'est pas d'avancée possible pour le mouvement de masse, pas de stratégie politique crédible pour les années à venir.

Guy PERRIN ■

(1) Cf. les analyses de N. Poulantzas (**Les classes sociales dans le capitalisme aujourd'hui**, Seuil, 1974) qu'on peut discuter, et même — pourquoi pas ? — réfuter, mais qu'il est en tout cas difficile d'ignorer.

L'université sur le pavé

La morosité des enseignants n'a pas empêché le succès de leur semaine de grève

Le jeudi 9 novembre, donc, des universitaires parisiens mal identifiés malgré la présence des banderoles traditionnelles, s'en sont allés de la Sorbonne au boulevard Raspail. Autant l'arrivée au quartier latin de l'important cortège vincennois venu de la Bastille avait un petit air de reconquête du quartier, autant le défilé officiel, malgré le nombre des participants, avait l'air quelque peu désabusé.

Inutile de faire croire, par des proclamations enflammées, que le monde universitaire est en pleine ébullition politique, engagé joyeusement dans des luttes imaginatives et créatrices. Non, on en est loin et il faut se demander pourquoi. Car le ton général tranche avec le succès réel de la semaine de grève organisée par le S.G.E.N. (C.F.D.T.), le S.N.E.Sup (F.E.N.), l'A.N.A.S.E.J.E.P. (1) et l'A.N.E.V.E.S. (2). La grève a été suivie, y compris par les personnels titulaires ou des syndiqués à l'Autonome. Les manœuvres de division entreprises par Saunier-Séité, c'est-à-dire une lettre individuelle faite de promesses vagues adressée aux assistants littéraires inscrits sur les listes d'aptitudes (L.A.F.M.A.) (3), n'ont pas fait échouer le mouvement. Les difficultés sont plutôt venues du côté des scientifiques que le décret du 22 septembre sur les non-titulaires touche peu et qui n'étaient concernés au premier chef que par le projet autoritaire de « carte universitaire ».

La victoire pour octobre ?

Alors pourquoi cette relative morosité ? Il ne suffit pas de réussir une semaine de grève pour faire céder le pouvoir. Les universitaires savent aussi très bien qu'une grève illimitée dès aujourd'hui des enseignements et de la recherche ne ferait pas céder Saunier-Séité. Ils ont en mémoire l'échec de la grève étudiante contre la réforme des seconds cycles. Ils intériorisent aussi la défaite électorale de mars et l'immense difficulté qu'il y a à convaincre l'opinion publique, surtout dans une période où chacun finit par s'habituer aux menaces directes qui pèsent sur les intérêts vitaux de millions de travailleurs. Les enseignants sont moroses parce qu'ils ne trouvent pas aisément de réponses aux questions : comment poursuivre la lutte ? Quelles formes de lutte trouver qui permettent une action continue, capable de déboucher sur une victoire avant octobre 1979 ? Les enseignants savent très bien que Saunier-Séité ne maniera pas seulement la brutalité comme elle en a l'habitude ; qu'ele multipliera aussi les manœuvres de division.

Il ressort cependant que les syndicats sont décidés à poursuivre la lutte. Les quatre organisations ont par exemple décidé d'organiser une nouvelle semaine d'action, du 4 au 9 décembre, de manifestations et de grèves. Des idées surgissent un peu partout ; en particulier celle-ci : procéder à des grèves décalées dans le temps : une semaine, le lundi ; une autre semaine, le mardi, etc., de nature à entretenir le harcèlement et la mobilisation pendant toute l'année et ponctuer cette agitation permanente de « temps forts » périodiques ; le tout préparant dès maintenant une grève administrative dont les effets les plus durs se manifesteront en fin d'année. On peut raisonnablement espérer que, de ces idées, au fil des semaines, pourra surgir une stratégie plus claire de la lutte qui redonnerait confiance aux universitaires.

Manifestation du 9 novembre, à Paris :
il ne suffit pas d'une grève pour faire céder le pouvoir.

Peut-être, les lycéens...

Il paraît d'ailleurs que les conseillers de Giscard d'Estaing s'inquiètent. Ils pensent que l'Université est dans un « **tel état** », que ses usagers sont à ce point écœurés et désabusés qu'il peut, soudain, en sortir une étincelle dangereuse. Peut-être ont-ils raison : comme la situation ne peut guère être pire désormais, il existe des chances pour qu'un jour ou l'autre se produise un sursaut.

Peut-être, les lycéens vont-ils apporter un peu de leur imagination et de leur enthousiasme dans la lutte. Il leur en restait encore lundi soir, malgré la réserve des professeurs syndiqués et des parents Cornec.

J.-M. D. ■

(1) Association nationale des assistants en sciences juridiques, économiques et politiques.
(2) Association nationale des enseignants vacataires de l'enseignement supérieur.
(3) Liste d'aptitude aux fonctions de maître-assistant.

25 novembre : pour l'emploi des femmes

25 novembre : la Sainte Catherine ; dans les ateliers, les bureaux, on fêtait, on fête encore, toutes celles qui n'ont pas trouvé « preneur ». Fête apparemment souriante, petites mains et haute couture ; jour du pincement de cœur pour chaque fille qui, sur le marché aux épouses, n'a pas été remarquée, angoisse de la solitude qui se profile, du « demain il sera trop tard... ».

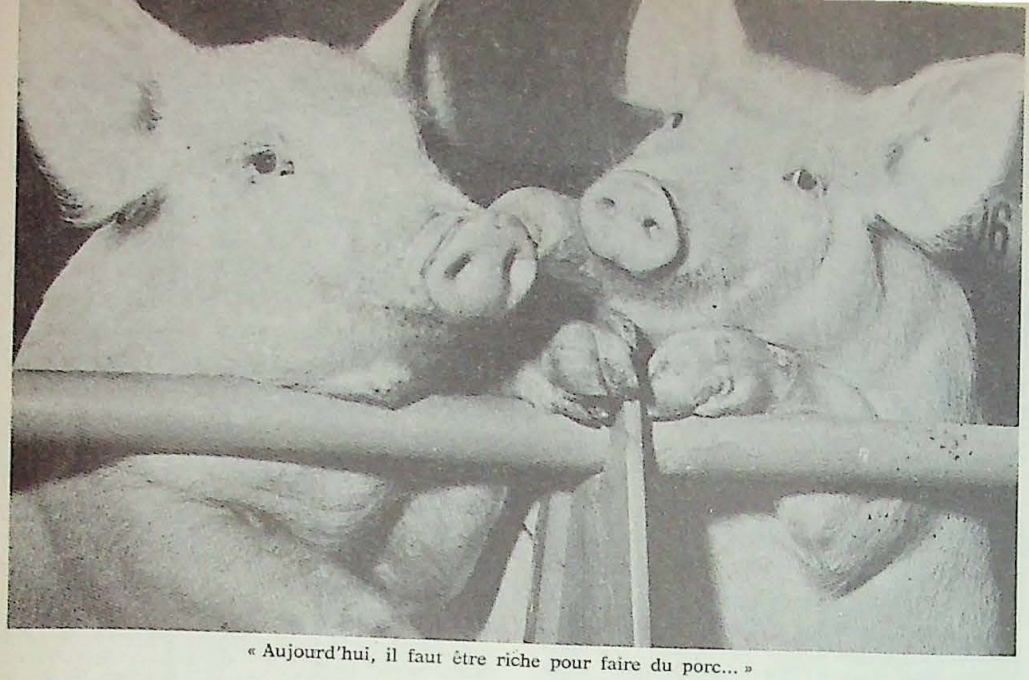
Images passéistes ? Est-ce si sûr... En cet automne 78, combien, parmi les filles de moins de 25 ans, largement majoritaires dans le fameux chômage des jeunes — 46 % des femmes de moins de 25 ans sont à la recherche d'un emploi, pour 29 % des hommes du même âge —, combien doivent avoir la tentation de se dire qu'après tout, un mari, une maison à soi, ça résoudrait peut-être les choses. Illusion bien sûr ; mais de combien d'illusions ne va-t-on pas berner les femmes pour les convaincre de continuer de jouer leur rôle de docile main-d'œuvre d'appoint, gratifiée d'un salaire — lui aussi — d'appoint. Alors il faut bien trouver celui de qui on sera l'appoint...

Les femmes du P.S.U., comme beaucoup d'autres, disent résolument non « à la catherinette - future - épouse - salaire - d'appoint ». Le 25 novembre doit être un jour où s'affirme, pour les femmes, leur droit à l'emploi, droit le plus fondamental pour ne plus dépendre toute sa vie du salaire du mari, pour échapper à la course dégradante « à l'époux - tiroir - caisse ».

Mais ce droit à l'emploi, en cet automne 1978, exige bien des changements.

C'est ce dont précisément on parlera le 25 novembre lors de la journée qu'organisent les femmes du P.S.U. Une journée toute entière tournée vers l'emploi. Une journée enfin « éclatée ». Point de manifestation dont Paris serait le centre. C'est dans la France entière qu'au cours d'initiatives locales seront évoqués les principaux aspects des revendications : les 35 heures de travail hebdomadaire pour toutes et pour tous, l'accès de toutes à la formation professionnelle, scolaire et au recyclage, la prise en charge collective de certaines tâches ménagères, l'accès de toutes et de tous à la contraception, la revendication prioritaire de crèches et d'équipement pour l'enfance, etc.

La présentation de cette journée aura lieu lors d'une conférence de presse le 24 novembre (11 h), au siège du P.S.U., 9, rue Borromée, 75015 Paris (métro : Volontaires). ■



« Aujourd'hui, il faut être riche pour faire du porc... »

La bataille du porc

10 000 manifestants à Pontivy. A l'Ouest, une autre logique syndicale se développe chez les paysans.

10 000 manifestants à Pontivy le 8 novembre ; en quasi-totalité des producteurs de porcs. Les organisateurs en espéraient 6 à 7 000... C'est dire l'exaspération des éleveurs. De cette manifestation, il faut retenir trois leçons.

Tout d'abord, la situation catastrophique des éleveurs. La crise — et pas seulement pour les porcs — sévit depuis un an et demi d'une manière très grave. Les causes en sont connues : distorsion monétaire, montants compensatoires monétaires, condition de financement sélective de l'élevage, etc. Les remèdes réclamés par les producteurs sont aussi bien connus : suppression des montants compensatoires, crédits plus longs à taux plus bas, attribution sans discrimination des aides.

Laisser faire les choses...

La vraie question est de savoir pourquoi rien n'est fait — ou si peu. Car enfin nombre d'éleveurs sont en situation de faillite. Beaucoup d'autres, leur revenu complètement laminé, sont dans la quasi-impossibilité de réinvestir pour assurer la pérennité de leur exploitation. Mais il ne faut pas oublier que dans le même temps ceux qui ont les « reins solides » et qui sont hautement compétitifs supportent relativement bien la crise. Ils investissent. Ne commence-t-on pas à dire en Bretagne : **« Il faut être riche pour pouvoir faire du porc ? »**

Alors, et les statistiques sont éloquentes à cet égard, la crise fait du bon travail : concentration par élimination des « canards boîteux ». Une concentration qui se double d'une spécialisation régionale. Jour après jour, il y a moins de producteurs de porcs, ceux qui restent sont en moyenne plus « gros », et de plus en plus concentrés dans la seule Bretagne. Pourquoi donc ne pas laisser faire les choses ; n'est-ce pas la logique actuelle ? Oh, bien sûr, une interprofession-bidon est jetée en pâture aux **« syndicalistes partisans de la seule concertation » !**

Nous touchons là le deuxième élément intéressant de cette journée. Un rappel d'abord. Début octobre les Bretons veulent manifester. La Fédération nationale porcine (F.N.P.) se fait tirer l'oreille mais décide finalement de reprendre l'action au niveau national... pour annuler son mot d'ordre au bout de quelques jours. Michel Debatisse était passé par là, spécifiant que manifester ne va pas de pair avec la concertation.

Le mythe unitaire s'effrite

Il faudra alors que les fédérations départementales bretonnes reprennent l'action à leur compte. Elles le feront. Outre les 10 000 manifestants qu'elles ont réunis, elles ont surtout entraîné des producteurs de divers départements où les fédérations « bien pensantes » ne voulaient pas entendre parler de « manif ». D'ailleurs, la fédération régionale devait organiser une rencontre avec les pouvoirs publics, pour le même jour ou le lendemain. Par la bouche de son Président A. Grit, elle ironisait sur **« ceux qui croient qu'il suffit d'une manifestation pour régler la crise porcine. »**

Que l'on se souvienne d'un autre événement. Au printemps à Vannes, 10 000 manifestants aussi protestaient contre la taxe de co-responsabilité sur le lait, tandis que d'autres l'acceptaient. Dans les deux cas un clivage, une divergence de vue. Dans les deux cas, on a retrouvé les mêmes, de part et d'autre.

A n'en pas douter, à l'Ouest, une autre logique syndicale se développe chez les paysans. Le 8 novembre a encore accentué les clivages. La crise aidant, de plus en plus de producteurs docilement rangés sous la coupe du syndicalisme officiel changent de bord. Et les organisateurs de Pontivy n'ont pas l'intention d'en rester là...

On notera enfin que de très nombreuses autres organisations (MODEF, Paysans-Travailleurs notamment) se sont jointes au mouvement. Il y a donc bien, ponctuellement et sur un minimum commun, unité d'action. Rien à voir avec le mythe du « monde paysan unitaire » de la F.N.S.E.A...

Dominique RIVIERE ■

Nucléaire : l'Autriche dit non

Le **non** l'a emporté lors du scrutin organisé en Autriche, le 5 novembre dernier, qui portait sur la mise en service de la première centrale nucléaire du pays, construite à Zwentendorf (soixantaine de kilomètres en amont de Vienne).

Les résultats laissent apparaître un très faible écart de 30 000 voix entre les partisans (49,5 %) et les opposants (50,5 %) au nucléaire. Au sein de ces résultats il convient de remarquer, outre la faible participation électorale (64,1 %), la coupure entre l'Est et l'Ouest du pays. Chacun des cinq länder de l'Est (Vienne, Burgenland, Basse-Autriche, Styrie et Carinthie) ont donné une majorité de **oui** tandis que les quatre länder de l'Ouest (Vorarlberg, Tyrol, Haute-Autriche et Salzbourg) ont accordé une majorité de **non.**

Un aspect contradictoire des résultats apparaît dans le fait que le land de Basse-Autriche, où se trouve la centrale, se soit prononcé en faveur du **oui** par 50,8 %, la commune de Zwentendorf apportant quant à elle 55,5 % de **oui !** C'est, par contre, dans le land le plus éloigné de la centrale qu'ont été enregistrés la plus forte participation (75,5 %) et le plus de **non** (84,4 %). Les résultats obtenus dans ce land limitrophe de la Suisse ne sont sans doute pas étrangers à la présence, non loin de la frontière autrichienne, de trois centrales helvétiques.

Si cette victoire du refus ne peut manquer de satisfaire l'ensemble des personnes engagées en quelque lieu que ce soit dans la lutte anti-nucléaire, il convient toutefois de bien la situer dans son contexte autrichien et ainsi d'en définir les limites.

Car, ce scrutin, outre le refus de l'électro-nucléaire, marque également le recul du Parti socialiste au pouvoir qui s'était totalement engagé pour la mise en service de la centrale, dont la construction a déjà coûté 2,5 milliards de francs. Le Chancelier Kreisky, président du parti, avait même récemment laissé entendre qu'un échec pourrait entraîner sa démission. De ce fait, le bulletin de vote de l'électeur autrichien « pour » ou « contre » l'électro-nucléaire sous-entendait sa position vis-à-vis de la politique du Chancelier Kreisky. Et en ce sens, le résultat ne peut surprendre, car il s'inscrit dans le recul général subi depuis plusieurs mois par le parti au pouvoir, notamment à l'occasion des élections à la Diète du land de Vienne.

Ainsi, tout en se félicitant du résultat auquel conduit cette consultation, force est de constater que, dans une phase plus favorable à l'actuel pouvoir, le projet de mise en service serait passé.

Une fois de plus est donc posé le véritable problème qui est celui du débat autour du nucléaire. Aucun referendum ne doit être engagé sans ce préalable primordial permettant l'information de la population, au risque de voir triompher les tenants de la politique nucléaire, ce qui légitimerait définitivement l'usage du nucléaire. C'est pourquoi le P.S.U. défend et continuera de défendre la solution d'un moratoire en France arrêtant toutes les constructions de nouvelles centrales et stoppant la production dans celles déjà existantes.

Pascal CHARBOT ■

enquête

Le paradis géorgien

Claude-Marie Vadrot revient de Géorgie. Il y a rencontré un socialisme de type nouveau : on y mange bien, on y boit bien, on se sent avant tout Géorgien... et de moins en moins "partageux"!

LE 14 avril 1978, une vingtaine de milliers de manifestants ont bloqué le centre de Tbilissi, la capitale de la Georgie soviétique, à près de 3 000 kilomètres de Moscou. Un événement considérable dont seule la vague rumeur était parvenue en France. Pour le professeur de philosophie, responsable d'un mouvement nationaliste, qui me raconte cette journée mémorable, un soir, en marchant à l'abri de quelques arbres pendant que quelques amis veillent, c'est le début d'une nouvelle ère pour la Géorgie. Il pourrait ajouter, mais ce n'est pas son problème, une ère nouvelle pour l'U.R.S.S...

Ce jour-là, ils étaient nombreux à réclamer l'autonomie culturelle de la Géorgie, une plus grande place pour sa langue et son histoire dans les programmes officiels. Quelques-uns, parmi cette foule composée en majorité d'étudiants, ajoutèrent des revendications économiques et plus directement politiques. Pour le pays, la foule était immense. Pourtant l'armée, qui avait pris place tout autour de la manifestation, n'utilisa pas le dispositif menaçant mis sur pied. Quelques jours plus tard, sans que personne, bien sûr, ne mentionne la manifestation, une modification de la constitution était annoncée : le Géorgien retrouvait une partie de sa place comme langue officielle.

Pour mon interlocuteur, cela ne suffit pas. Sur ce point, il rejoint l'autre « branche » des nationalistes, celle dont on peut dire, pour simplifier et rapporter cela à nos critères européens, qu'elle tient un « langage de gauche », qu'elle formule une critique de gauche par rapport au courant catholico-orthodoxo-mystique qui pratique un anti-communisme plus ou moins sommaire, mais qui ne réfléchit guère sur un projet de société.

A la santé de Staline

Il est difficile de mesurer l'impact respectif de ces nationalistes ; mais la réussite de la manifestation d'avril, plus quelques autres en province, laisse songeur. L'évaluation de la force nationaliste est compliquée par un — éventuel — troisième élément : les uns et les autres assurent qu'ils ne sont pour rien dans les attentats et incendies qui ont secoué Tbilissi — l'incendie de l'Opéra notamment — et quelques autres villes au cours des dernières années. Certains accusent d'autres minorités vivant en Géorgie et reprochant leur hégémonie aux Géorgiens. Mais Moscou joue, dans ces « antagonismes secondaires » un jeu qui n'est pas très clair.

Ce que j'ai pu apprendre également, au cours de mes contacts prudents mais de toute évidence non ignorés de la police qu'il a fallu « perdre » à plusieurs reprises, c'est que ces nationalistes entretiennent des contacts et se réunissent avec des « collègues » d'Arménie, d'Azerbaïdjan, d'Ouzbeckistan, du Tadjikistan ou d'ailleurs (1).

Ce que j'ai compris aussi, une fois à mes dépens parce qu'il m'a fallu trinquer à sa santé, c'est que le dénommé Vissarionovitc Djougatchvili — plus connu sous le nom de Staline — n'avait pas disparu des mémoires et que, pour certains, il restait une référence de défi vis-à-vis des Russes. Je ne suis pas près d'oublier que le 9 octobre 1978, en compagnie de quelques Géorgiens d'une trentaine d'années finissant leur septième bouteille de champagne, j'ai bu publiquement, dans un grand restaurant de la ville, à la santé de Staline.

Anecdote qui a gêné mes interlocuteurs nationalistes. Peut-être simplement parce qu'ils se souviennent que vers les années 60 le Père Joseph restait encore pour eux une sorte de héros national. Ils se débarrassent de ce fâcheux souvenir avec deux phrases vengeresses qui se répondent : **« Ces nationalistes-gauchistes (?) prenaient Staline pour un marxiste sur le point de réussir »**, ricanent les chrétiens nationalistes. Les dits gauchistes rétorquent : **« les fidèles des églises étaient si arriérés qu'ils ne savaient pas tous que Staline n'était pas le fils du Tsar Nicolas II »**. Vu l'état et l'âge de la population rencontrée dans quelques églises de Tbilissi, il ne doit pas y avoir beaucoup de progrès de ce côté-là...

Tbilissi : la vieille ville.

SELF-SERVICE

Au début du mois d'octobre, les habitants de Tbilissi ont eu droit à une série de concerts programmés par le ministre de la Culture. Une musique néo-moderniste de type classique à ronfler dans son fauteuil. Petit détail : le ministre de la Culture dirigeait lui-même l'orchestre. Pour jouer ladite musique qu'il avait d'ailleurs lui-même composée... C'est cela, l'influence russe ou, plus exactement, soviétique. ■

La phobie viscérale du Russe

Difficile d'en dire plus sinon que les « gauchistes » ne paraissent pas remettre en cause le choix socialiste et qu'ils sont, au moins théoriquement, partisans d'une indépendance des six millions d'habitants de la Géorgie. Ils partagent avec leurs concurrents une sorte de phobie viscérale du Russe, la bête noire, celui que l'on voudrait voir au diable pour, m'a dit un de ces amis éphémères, **« profiter de notre paradis géorgien »**.

Paradis ? Peut-être, après tout. Je ne sais pas comment cela serait sans les Russes ; mais pour l'instant, vue de Tbilissi, la vie a l'air supportable. Le climat y est pour beaucoup. Dans les campagnes, tout comme d'ailleurs dans la banlieue de la capitale qui s'accroche à la montagne, on n'a pas l'air de trop s'en faire pour l'aspect des rues et des maisons : le socialisme bétonneur et bitumeur n'est pas arrivé partout. Mais, apparemment, les Géorgiens s'en moquent : ils bouffent et boivent à leur aise. Ils ont même du mal à tout écluser, le solide comme le liquide aussi divers qu'excellents.

Alors, tout l'art local consiste à faire payer le surplus le plus cher possible aux Russes en particulier et à tous ces pisse-froid qui habitent vers le Nord. Apparemment toujours sceptiques envers le système de distribution mis en place par leur fameux compatriote, les Géorgiens continuent à prendre l'avion — très bon marché — ou à affréter des camions sur près de 3 000 kilomètres pour faire de la vente directe à Moscou. Et ce, malgré les « restrictions » officielles.

Et le 13 janvier à Moscou, dans l'avenue Kalinine, un Géorgien hilare vendait, sur le trottoir, le délicieux raisin goûté quelques jours plus tôt à 150 kilomètres de Tbilissi. Les cageots fondaient à vue d'œil car dans les magasins de ce quartier, où se concentrent pourtant la plupart des boutiques « de luxe », on ne trouvait nulle grappe en provenance de Géorgie...

Du raisin vite transformé en biens de consommation un peu plus durables et notamment en bagnoles : à Tbilissi, tous les soirs, les Géorgiens connaissent les joies ineffables de l'embouteillage (2). Les malins habitants de cette République savent, à Moscou, employer les arguments sonnants et trébuchants qui accélèrent les livraisons. Tout comme ils savent se procurer ou produire en douce des choses que le circuit de distribution déjà nommé tarde à leur fournir. De quoi plonger un peu plus les experts russes dans la perplexité : il est toujours traumatisant de comparer les résultats officiels médiocres du plan et sa réussite dans la rue...

D'où vient cette bouffe ?

La production agricole géorgienne reste un mystère insondable pour les agrotechnocrates de Moscou : la productivité est largement supérieure à la moyenne de l'U.R.S.S. du point de vue des résultats globaux alors que le rendement des fermes d'Etat, les sovkhoses, et de la plupart des kolkhoses, les coopératives, demeure une des plus basses du pays. Autrement dit, les spécialistes moscovites du Plan, d'après leurs calculs, « constatent » que la population a tout

juste à manger et dans la rue ils s'aperçoivent que tout le monde mange bien. D'où la question à mille francs : d'où vient cette bouffe ?

Les Géorgiens expliquent en rigolant qu'il suffirait aux experts de calculer combien il y a d'hectares collectivisés « là-haut sur la montagne » et combien il existe de parcelles privées dans la plaine pour avoir un début d'explication. Mais le Plan ne prévoit pas ce type d'enquête...

Quand par hasard vient un enquêteur russe, il va de mésaventures en déconvenues : véhicule malencontreusement embourbé, serviette pleine de documents égarée, irruption de cochons au cœur d'une réunion avec le personnel d'un kolkhose. Avec comme commentaire — l'histoire s'est déroulée en juin dernier à 30 kilomètres de la capitale — **« excuse-nous camarade, ce sont des cochons privés, on a du mal à les tenir, ils n'ont pas l'habitude ».**

Les Russes en mission, tout comme ceux qui résident en Géorgie, connaissent bien ce type d'incidents que les Géorgiens déplorent immédiatement avec de grands yeux innocents. Cela va de la voiture que le garagiste ne parvient pas à leur réparer au vice-ministre du Commerce qui s'étale de tout son long sur les marches de la mairie de Tbilissi et dont personne ne semble remarquer la chute, en passant par les chauffeurs de taxi qui se trompent de destination et les paysans qui deviennent brusquement sourds quand un quidam demande son chemin en russe.

Un état d'esprit collectif qui rappelle quelque chose...

En fait, les Géorgiens essaient d'inventer un socialisme de type nouveau : on mange bien, on boit bien et on a de moins en moins envie de partager avec les autres. Mais ce sont les Russes qui ont des aigreurs d'estomac dès qu'on leur parle un peu trop des Géorgiens ou de quelques autres peuplades de métèques qui se mettent à prétendre que socialisme bien ordonné commence par soi-même et qui font beaucoup trop d'enfants.

Claude-Marie VADROT ■

(1) On en reparlera, avec le livre « L'empire éclaté. La révolte des nations », d'Hélène Carrère d'Encausse, qui vient de paraître chez Flammarion, 314 pp. 48 F.

(2) Cela devient vrai également à Moscou. J'ai constaté un étonnant accroissement du trafic automobile et une véritable « mutation » des boutiques et magasins.

Le charme rétro de Tbilissi.

Leurs parents veulent qu'ils apprennent d'abord le géorgien.

Le centre de Tbilissi.

Un bandit bien-aimé

Les Géorgiens racontent avec un plaisir évident l'épopée de Mérab, leur « bandit bien aimé ». L'histoire ne date pas du Moyen Age : elle s'est — officiellement du moins — terminée il y a cinq ans par la condamnation à Moscou d'un ancien ouvrier boulanger de 33 ans qui s'était spécialisé dans l'attaque à main armée contre les banques, les Russes et les fonctionnaires géorgiens dévoués à Moscou. Son aventure et celle de sa bande a duré une dizaine d'années. Comme pour un certain Staline, au début du siècle.

Ce Mandrin rançonnait et pillait pour son propre compte mais il avait aussi l'intelligence de redistribuer une partie de ses vols sous forme de bouffe de luxe, de vêtements et de médicaments introuvables dans les coins les plus inaccessibles de la Géorgie, notamment dans la région de Batoumi. Cela avait suffit, évidemment, pour en faire un héros. Surtout quand la population a appris, par la rumeur publique, car la presse n'a jamais parlé de lui, qu'il avait rançonné le Président du tribunal de Batoumi. Il avait poussé l'astuce jusqu'à faire signer par sa victime un papier dans lequel le Président reconnaissait avoir versé 12 000 roubles sous la contrainte à Mérab et à ses hommes.

Un jour, il fut pris et montra ce reçu avec d'autres, demandant par quel miracle ces fonctionnaires pouvaient avoir trouvé rapidement autant d'argent. Le procès tourna court. On dit que Mérab a été envoyé à Moscou et qu'il y a été jugé. D'après d'autres versions il serait en liberté et continuerait ses vols.

A moins que, plus simplement, d'autres aient pris sa suite puisque l'on sait que la race des bandits de grands chemins n'a pas encore disparu des campagnes géorgiennes. ■

Les J.O. en U.R.S.S. : du sport pour les Soviets

LES J.O. en U.R.S.S. : DU SPORT POUR LES SOVIETS

Deux ans avant les jeux Olympiques, les responsables soviétiques conmmencent à avoir des angoisses. Quant au K.G.B., devant la perspective de l'arrivée de plus de 7 000 journalistes lâchés dans Moscou, Kiev, Léningrad et Minsk, il s'arrache les cheveux. D'autant plus que, d'après certaines confidences, le gouvernement soviétique serait partisan de faire le pari de la souplesse, de crainte que se développe une grande campagne de boycottage des jeux.

Toujours selon des sources « non officielles mais généralement bien informées », les autorités soviétiques sont partagées : d'un côté, ceux qui voient dans les jeux Olympiques l'occasion d'une ouverture à risques très limités et, de l'autre, ceux qui affirment que **« la porte sera encore plus difficile à refermer qu'après l'ère kroutchévienne ».** Ceux-là pensent que le nombre d'incidents et de bavures est imprévisible. Le premier « accroc » qui s'est produit récemment à Tbilissi à l'occasion du congrès de la Fédération mondiale des villes jumelées ne réjouit pas les Soviétiques.

Officiellement, il s'agissait de parler de sport et de jeux Olympiques. Mais, dès les premières heures, la discussion sur les droits de l'homme, avec la participation des communistes français, a occupé la tribune. Au grand effarement des Soviétiques présents : après le discours du délégué général Jean-Marie Bressand évoquant Helsinki et l'application des accords de libre circulation, ils désertèrent presque tous la tribune pour aller téléphoner à Moscou. On leur conseilla de faire le gros dos et de limiter les dégâts.

Plus irritant encore : des dissidents géorgiens s'étaient débrouillés pour être dans les tribunes et repartirent nantis du texte en russe des « camarades français ». Ces deux spectateurs inattendus sont, par ailleurs, candidats à un exil en Occident : il s'agit de Dandourov Sergueï Ivanovitch, un électricien de 22 ans dont le père est arrivé à Vienne le 23 septembre dernier, et de Chkhickvishivili Omar Bavilievic, un historien lassé d'être au chômage depuis deux ans pour cause de militantisme nationaliste. Ils figuraient tous les deux sur la longue liste remise, à la fin du Congrès, à un membre du Comité Central par le député socialiste Claude Wilquin. Une liste établie par Léonid Pliouchtch qui a failli ne pas trouver de destinataire tant les Soviétiques se démenaient pour la faire recevoir par un autre « beaucoup plus qualifié »...

« Nous n'aimons pas beaucoup cela », soupire un haut fonctionnaire soviétique. Puis, après avoir réfléchi, il ajoute : **« Va pourtant falloir que nous en prenions l'habitude, sinon nous allons piquer autant de crises de nerfs que les journalistes qui couvriront les jeux... »**

En attendant le déferlement occidental, les interprètes et autres accompagnateurs mettent les bouchées doubles. Non seulement ils se perfectionnent dans les langues étrangères apprises, mais ils avalent toute la presse des pays dont ils doivent devenir les spécialistes. Ainsi, depuis quelques mois, ils sont quelques-uns à aller toutes les semaines dans une salle « réservée » de la bibliothèque Lénine lire le *Canard Enchaîné*...

Le sport mène à tout, y compris en Union soviétique. ■

forum de l'autogestion

La restructuration capitaliste : Pourquoi ?

Poitiers : 18 - 19 novembre

CONVERGENCE AUTOGESTIONNAIRE

Les 18 et 19 novembre se tiendra à Poitiers la convergence autogestionnaire, lieu ouvert d'un débat pour tous ceux qui s'interrogent aujourd'hui sur le sens d'une démarche autogestionnaire. Les thèmes de discussions seront nombreux. « Tribune socialiste » continue dans ce numéro la publication d'une série de contributions sur quelques-uns des sujets précis qui seront abordés dans les différents carrefours. ■

DEPUIS quatre ans, la crise a-t-elle mis au rancart nos objectifs d'une modification majeure dans l'ordre économique et social ? Nous nous attendions à tout après mai 68 ; nous ironisions sur le néo-keynésisme des gouvernements capitalistes occidentaux. Nous estimions proche la rupture avec un système qui voyait se mobiliser contre lui les travailleurs français et les pays qui venaient d'acquérir leur indépendance nationale. L'avenir nous appartenait, cristallisé dans l'espoir d'une victoire de la gauche. Nous posions, de l'intérieur de cet espoir, des questions concernant la nécessité d'une autre logique de développement à travers la mise en avant d'un autre type de croissance, du changement de pouvoir dans l'entreprise et la société, de la solidarité et d'échanges égalitaires avec le tiers monde. Reléguées au second plan par des forces de gauche qui campaient sur des solutions nationales et productivistes, les réponses du courant autogestionnaire se trouvent aujourd'hui confrontées à une autre mode rétro : celle du néo-libéralisme et de la « révolution libérale ».

Les buts de ce regain du libéralisme sont faciles à mettre en évidence : intégration définitive du système productif français dans la division internationale du travail ; choix des secteurs industriels les plus susceptibles de la parachever ; spécialisation et déqualification ; volonté d'enlever au mouvement ouvrier toute possibilité de maîtriser l'économie ; exploitation accrue et plus sophistiquée des matières premières et de la main-d'œuvre des pays en voie de développement.

Mais face à cette offensive de la bourgeoisie qui a eu pour premiers effets l'austérité et le chômage, le mouvement ouvrier français a tergiversé, persuadé que la victoire politique constituerait, en soi, une réponse à la crise et s'aveuglant trop facilement sur les effets pratiques et théoriques de la restructuration capitaliste.

Le réveil fut dur, après mars, surtout pour les travailleurs. La logique « Barre », à l'œuvre depuis trois ans, se manifestait par des mesures jusque-là jugées impossibles ou trop dangereuses à appliquer par bien des fractions de la bourgeoisie : libération des prix, remise en cause du rôle régulateur du S.M.I.C., privilèges fiscaux pour l'actionnariat, transferts de fonds publics aux entreprises privées, liquidation accélérée de biens productifs, niveau de chômage record, attaque contre tous les droits syndicaux et compression des salaires.

A « l'ardente obligation de planifier » chère aux gaullistes, aux technocrates partisans d'une solution à la française, s'est substituée dans les discours officiels « l'ardente nécessité de la compétitivité internationale », donc de vendre.

LA restructuration capitaliste est indissociable d'une nouvelle politique de l'emploi et de l'organisation du travail. Exploitant au maximum une situation politique favorable, le gouvernement retire tout soutien aux entreprises et secteurs condamnés, selon lui, par la concurrence internationale : textile, sidérurgie, construction navale. Les dynasties industrielles passent la main à une bourgeoisie financière qui gère son capital privé ou public avec la ferme résolution de l'investir et de le déplacer au gré de la seule rentabilité maximum. Cette concentration des efforts financiers pour le développement d'entreprises compétitives dans les créneaux dont on espère une percée sur le marché mondial suppose aussi une adaptation totale à la conjoncture mondiale de tous les facteurs de production : capitaux et main-d'œuvre. La mobilité devient un maître mot et condamne donc des régions et des branches d'industrie entières au chômage massif. Cette perspective conduira, selon certains experts, aux trois millions de chômeurs en 1983. Elle se traduit aussi, sur un fond de remise en cause généralisée des avantages précédemment concédés, par un approfondissement des divisions au sein de la classe ouvrière et des couches populaires. Aucune pause sociale n'a été concédée par le pouvoir.

ON peut actuellement dégager cinq grands types de division au sein de la classe ouvrière :

- **par l'organisation du travail :** au traditionnel double mouvement déqualification-surqualification s'ajoutent des découpages introduits par les nouvelles techniques (en particulier l'informatisation) d'automatisation du travail. Les anciennes classifications sont attaquées. La sous-traitance partage les salariés au sein d'un même lieu de production.
- **par les statuts :** on assiste à la multiplication de sous-statuts, échappant aux conventions collectives, rendant difficile la solidarité au sein de l'entreprise entre ceux qui bénéficient d'une certaine garantie de l'emploi et les intérimaires, les contractuels, les vacataires et tous les hors-statuts.
- **par la répartition du travail :** le patronat joue sur l'écart de plus en plus grand entre les secteurs qui tournent (heures supplémentaires) et ceux qui battent de l'aile (réduction d'horaires avec pertes de pouvoir d'achat). Les propositions d'horaire annuel, d'assouplissement des horaires hebdomadaires, d'extension du travail partiel (surtout en direction des femmes) visent à institutionnaliser cet état de fait. Elles ne sont pas sans conséquence, car elles rencontrent un écho de plus en plus favorable parmi les travailleurs.
- **par la rémunération :** la remise en cause du S.M.I.C. pour y substituer des minimas négociés par branches vise à accroître les énormes inégalités déjà existantes.
- **par l'accès au travail :** des catégories larges de la population : femmes, jeunes, immigrés, habitants de certaines régions sont condamnées par le « redéploiement industriel » au sous-emploi ou à des activités partielles.

POUR résumer la situation, on peut conclure comme le fait le collectif Adret dans son livre **Travailler deux heures par jour : « Ce qui pose problème, pour notre société, ce n'est pas, en fait, de réduire le temps de travail. La vraie difficulté c'est de ne pas le réduire : il faut, pour y parvenir, se donner beaucoup de mal. Payer (le moins possible) une armée de chômeurs. Conserver dans les entreprises une main-d'œuvre excédentaire. Maintenir un service militaire que tout le monde sait être sans objet. Créer des emplois quelle que soit leur utilité. Faire d'importantes recherches pour rendre fragiles des objets qui ne demandaient qu'à durer. Lancer de coûteuses campagnes publicitaires pour persuader les gens d'acheter des choses dont ils n'ont nul besoin. S'arranger pour maintenir le plus possible en dehors de la vie professionnelle les jeunes, les vieux, les femmes... »**

Quelles réponses donner ? Le mouvement syndical en particulier, confronté aux difficultés rencontrées ces dernières années pour créer un rapport de force réel, commence à s'emparer de ces problèmes : Que produire ? Quel emploi ? Quelle croissance ? Mais il n'est pas seul, car la définition d'un

autre type de développement pose entre autres la nécessité d'actions contre la mercantilisation de tous les rapports sociaux, donc dans toute la société et pas seulement dans l'entreprise. Face aux nouvelles contraintes du capitalisme, se battre pour un emploi pour tous suppose de nouvelles analyses, de nouvelles confrontations. Peut-on par exemple, mettre en avant une autre politique industrielle qui évite l'écueil du chauvinisme comme celui de l'acceptation (même nuancée) des normes de productivité du marché international ? Plus profondément, c'est sur l'utilité des produits et des technologies qu'il faut s'interroger. Le carrefour de la rencontre de Poitiers pourra donc se saisir de ces multiples aspects. Il contient des enjeux majeurs pour l'avenir du mouvement autogestionnaire et, plus largement, pour toutes les actions futures du mouvement syndical.

Jean-Yves SPARFEL ■

La sexualité n'est pas un « front secondaire ».

Retrouver son identité sexuelle

LA sexualité n'est pas une réalité infra-politique, le domaine naturel des instincts ou la sphère close des sentiments. C'est, au contraire, une des dimensions de la vie investie par les rapports de pouvoir et de production. La gestion de la vie sociale passe par la codification des relations sexuelles et celle-ci a varié dans le temps en fonction des intérêts du pouvoir en place et des besoins des acteurs économiques. Il suffit de voir comment la femme est transformée en objet, pour faire vendre, selon des critères anatomiques différents selon les époques, pour se rendre compte que les pulsions sexuelles ne sont pas réservées au seul domaine du sentiment.

Ainsi au cours des siècles, l'anatomie et la physiologie (la différence sexuelle) sont valorisées d'une manière spécifique en vue de déterminer les rôles et l'ensemble des conduites qui s'y rattachent.

EN cette deuxième moitié, le XX^{e} siècle est marqué par la contestation des règles héritées de la mise en place de la société industrielle à la fin du XIX^{e} siècle : cellule familiale restreinte (couple + enfants), stricte hétérosexualité avec une prédominance absolue du rôle masculin, interdit sur la polyvalence érotique. Cette remise en cause est primordiale car c'est sur la base des rôles qui surdéterminent socialement la différence sexuelle, en organisant des rapports de domination et d'oppression, que s'effectue la construction du rapport au monde et aux autres, que s'élabore la personnalité de chacun, que se met en place une image de soi : son identité.

Dans notre société où l'hétérosexualité est le modèle exclusif, celui ou celle qui n'adhère pas entièrement à l'un ou l'autre des deux rôles : mâle ou femelle sera classé, selon que l'idéologie dominante est de type religieux, moral ou positive, comme dépravé, délinquant ou malade. Il ne faut pas oublier que c'est la psychiatrie qui a inventé la classification d'homosexuel et donné à cette catégorie centrée sur le sexe une identité marginale, déviante, assimilant arbitrairement un comportement sexuel à une personnalité spécifique : la personnalité homosexuelle. Ainsi ceux que ne satisfait pas la norme hétérosexuelle devront-ils, pour s'octroyer un statut, s'appliquer eux-mêmes une étiquette de déviant, de marginal sur le dos.

C'EST pourquoi les remises en cause apparues dans ce domaine depuis les années 1960 : lutte des femmes, mouvement communautaire, lutte pour une sexualité libre et pour la reconaissance de la bisexualité des désirs de chacun, mouvement homosexuel, sont importantes pour dépasser les identités partielles et réductrices, pour combattre les contraintes de l'enfermement dans des rôles et des rapports de pouvoir qui les traversent.

Les luttes montrent que chacun peut se construire une identité hors des stéréotypes aliénants de l'idéologie familialiste que le système capitaliste est en train d'essayer de restaurer après sa contestation très forte qui a suivi mai 1968. Enfin ces mouvements, au but convergent : une sexualité libre, nous permettent de bien voir qu'il n'y a pas à proprement parler de problème homosexuel à côté d'une hétérosexualité « naturelle » en dehors de celui d'une répression spécifique, mais des problèmes de la sexualité qui tiennent au fonctionnement du système sexe-société, c'est-à-dire de la sexualité en tant qu'elle est sociale.

POUR le projet autogestionnaire, il est important que la sexualité ne soit pas considérée comme un front secondaire mais un domaine où le combat contre l'idéologie dominante est fondamental car le pouvoir actuel veut, à travers la restauration de l'idéologie familialiste, faire apparaître comme marginaux tous ceux qui le conteste : il suffit d'entendre la campagne pour le retour des femmes au foyer pour se rendre compte à quel consensus conservateur le pouvoir veut arriver.

Retrouver une libre disposition de son corps, pouvoir établir des relations affectives et sexuelles avec les autres sans contrainte grâce à la reconnaissance de la bivalence des désirs, mettre fin à la peur du plaisir et de l'amour, c'est-à-dire à la peur de la liberté, voilà bien une pratique de contre-pouvoir qui permet d'élargir le champ du projet autogestionnaire à un domaine où vie privée et vie sociale se chevauchent et dont notre capacité de prise en considération, dès maintenant, est un facteur de la crédibilité d'une société socialiste autogestionnaire.

Claude FRANCESCANI,
Alain LETRUN,
militants du F.A. d'Amiens
et J.-F. THORAVAL ■

et pourtant elle tourne

Proche-Orient : l'engrenage de la paix

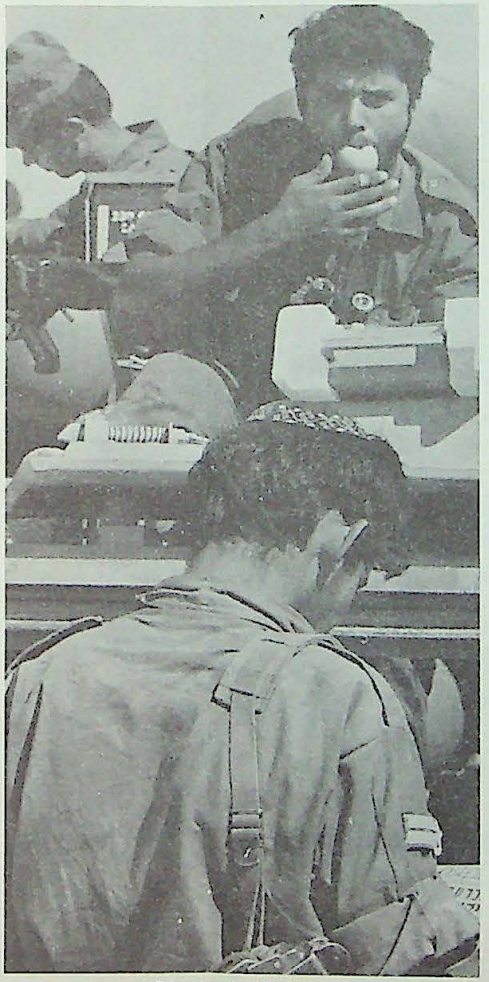
Les accords de Camp David prennent un singulier relief. En partie grâce à la déception suscitée par le sommet de Bagdad.

Au Moyen-Orient, les mythes ont la vie dure. Mais la réalité est encore plus têtue. Car, après les concessions égyptiennes en vue d'arriver à l'accord de Camp David, voilà qu'on parle de suspension des négociations de Blair House. Une partie de la délégation égyptienne a d'ailleurs été rappelée. En est-il fait de ces accords ? Loin de là ; l'entourage de Sadate d'expliquer d'ailleurs qu'il ne s'agit que d'un rappel pour consultation des ministres plénipotentiaires et que de toute façon cette suspension est provisoire.

En Israël, l'extrême-droite s'agite et gesticule. Les extrémistes du « Grand Israël » déclarent tout haut le caractère sacré et intouchable des provinces de Judée et de Samarie. Des actes de provocation destinés à exaspérer les Egyptiens sont délibérément accomplis. Ainsi le ministre de l'Agriculture a-t-il le front de présenter un projet de création de villes juives dans le sud de Gaza. Objectif : tout faire pour que les négociations de paix avec l'Egypte capotent parce qu'on en redoute l'effet dynamique sur l'évolution des territoires occupés. Rien ne va plus dans la majorité gouvernementale. Chaque conseil des ministres prend des allures de marathon ; chaque étape de la négociation doit être longuement explicitée pour les faire admettre aux ministres les plus réticents. Begin doit se livrer à des arbitrages subtils. Il sait à l'occasion trouver des accents nationalistes pour faire plaisir à ceux qui contestent au sein même de son gouvernement en promettant plus d'implantations de colonies ou en déclarant la partie Est de Jérusalem exclue de toute négociation future.

Mais Begin sait très bien que pour une large majorité de la population israélienne on n'est pas près d'échanger des implantations en zone occupée contre les perspectives de paix avec l'Egypte.

Alors, qu'est-ce qui est à l'origine de tout ce remue-ménage diplomatique actuel ? On va jusqu'à parler d'enlisement des négociations. Serait-ce le dossier du pétrole du Sinaï, lequel réclame 10 milliards de francs de dommages et intérêts à Israël. Il faut dire que pendant toute la durée de l'occupation de la Péninsule, les Israéliens ne se sont pas gênés pour se servir et c'est le prix de cette surexploitation du pétrole égyptien que Sadate réclame à présent. Mais là aussi les Egyptiens savent jusqu'où ils ne peuvent pas aller trop loin. Ce n'est pas pour cette naphte pétrolière qui n'est pas vitale pour elle que l'Egypte est disposée à reprendre les armes laissées au vestiaire. Il s'agit plutôt là d'un prétexte destiné à faire connaître aux Israéliens le mécontentement de Sadate devant



« L'ennemi sioniste » : un mythe ?

l'intransigeance manifestée par Begin à propos du lien à établir entre la négociation sur le Sinaï et la question des territoires occupés.

Au début, Sadate se serait contenté d'un préambule qui, formellement, aurait lié les deux problèmes ; ce qui aurait eu l'incontestable avantage de ne pas présenter l'Egypte aux yeux des autres pays arabes comme uniquement préoccupée par la recherche égoïste d'une paix séparée avec Israël. Or ce projet de préambule, qui avait l'aval de Carter, a été refusé par le conseil des ministres israélien (Begin étant absent). Encouragé par le soutien américain, Sadate augmente les mises. Plus qu'un lien entre les deux négociations il développe un programme précis quant à ce qui a trait au deuxième volet des accords de Camp David prévoyant la mise en place de l'autonomie en Cisjordanie et dans le territoire de Gaza. En somme, un véritable calendrier précisant les fonctions et les prérogatives du conseil autonome palestinien à définir dans les six mois, élections générales dans les six mois pour ce même conseil, et réduction et retrait des troupes israéliennes dans les neuf mois. On est loin du flou qui présidait à cette question dans les dispositifs des accords de Camp David qui ne se contentaient d'entrevoir le début d'une négociation sur le sort des territoires occupés qu'après une période de cinq ans et surtout qui n'envisageaient aucun calendrier. Déjà les Israéliens n'avaient manifesté aucun enthousiasme à l'égard du texte pourtant restrictif des accords. Favorables au **statu quo,** il n'est point étonnant qu'ils aient refusé un programme encore plus contraignant.

Mais les ponts sont loin d'être rompus. Israéliens et Egyptiens ont trop la main prise dans l'engrenage de leur paix pour pouvoir la retirer maintenant. Et on peut croire Abou Ayad, le numéro 2 du Fatah, lorsqu'il voit des artifices dans les obstacles que les deux délégations font surgir, compte tenu de la volonté d'aboutir des deux négociateurs.

Il faut dire que Sadate a été encouragé dans son rôle de défenseur des intérêts arabes par le faible résultat du sommet de Bagdad. En dehors d'un vague projet de changement de siège de la Ligue arabe, peu de choses est sorti et pouvait sortir de cette assemblée composite où les ultras conservateurs — l'Arabie saoudite, défenseurs zélés des intérêts américains dans la région — côtoyaient ceux qui, comme la Syrie, font profession de foi « socialiste ». L'essentiel pour Sadate c'est qu'il ait été épargné. L'échec attendu de ce sommet pose une nouvelle fois la question de savoir s'il y a un « intérêt supérieur » arabe qui transcenderait à la fois les intérêts de classe de dirigeants qui ont souvent partie liée ave l'impérialisme américain, ou des chefs d'Etat qui sont prêts à composer avec « l'ennemi sioniste » qu'il dénonçait la veille et les aspirations à la libération écoonmique de masses arabes exploitées sans vergogne. Certes, l'unité arabe est un mythe mobilisateur pour des masses qui voient dans ce principe d'union un moyen de peser plus fort dans la balance. Pour le moment, force est de constater qu'il fait le jeu des Etats dont la raison est loin de toujours coïncider avec l'intérêt de leur peuple.

Ainsi est-on obligé de constater qu'au Moyen-Orient, à l'heure actuelle, seuls restent à l'ordre du jour et malgré les ratés inhérents à toute négociation, les accords de Camp David. Ces derniers n'ont pas jusqu'ici reçu la réponse qu'on aurait pu escompter de la part des pays arabes hostiles à la politique du président Sadate. D'où le vide politique ainsi créé qui, à lui seul, donne cohérence et relief aux accords de Camp David.

Alain TLEMCEN ■

Faute de place, la suite du reportage de Philippe Mariélie, consacré aux Antilles, est reportée à la semaine prochaine. Nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous en excuser.

Scènes de rue à Santiago : le fascisme institutionnel.

ce Chili qu'on oublie

Dans la capitale espagnole, la conférence internationale de solidarité avec le peuple chilien a réuni plus de sept cents délégués.

De notre envoyée spéciale

Sous la présidence de B. Teplinsky, représentant de « Chile democratico », qui regroupe l'ensemble de la gauche chilienne, de Hortensia de Allende, Tierno Galvan (Parti socialiste ouvrier espagnol) et Santiago Carrillo (P.C.E.) s'est ouvert, le 9 novembre, à Madrid, la Conférence mondiale de solidarité avec le Chili. Durant trois jours, plus de 700 délégués ont accueilli les représentants des partis, syndicats, fronts de libération (1) et gouvernements qui condamnent le régime de Pinochet et ont œuvré à la coordination des forces en vue d'une solidarité plus active et plus concrète.

Une conférence qui a connu un franc succès, ne serait-ce qu'à cause de l'ampleur de la participation. L'objectif était pourtant ambitieux. Il s'agissait ni plus ni moins que de rassembler la démocratie chrétienne chilienne, la deuxième internationale, les partis communistes occidentaux, et ceux des pays de l'Est. Objectif partiellement atteint. Eduardo Frei, leader de la démocratie chrétienne a refusé l'invitation. Quant à l'U.C.D. espagnole (le parti gouvernemental), elle s'est désistée au dernier moment. Enfin la participation des personnalités social-démocrates et communistes, moins nombreuses que prévues, a quelque peu réduit la portée politique de la conférence et rendu certaines déclarations parfois bien formelles.

A bien des égards la réunion de Madrid a mis l'accent sur ce qui constituait, pour bien des participants, une évidence. La nécessité de créer un large front de soutien au Chili, et la logique qu'entraîne immanquablement l'hostilité au régime de la Junte et la défense des droits de l'homme (lutte contre l'impérialisme américain et européen, soutien à la lutte d'un peuple qui, trois années durant, avait combattu pour le passage au socialisme, la solidarité avec d'autres peuples d'Amérique et notamment le peuple argentin). On devine aisément que, compte tenu du caractère hétérogène de la participation à la conférence, de telles prises de positions ne pouvaient clairement s'exprimer.

C'est l'archevêque auxiliaire de Madrid, Mgr Alberto Iniesta, qui devait lire, à l'issue des travaux, la « Déclaration de Madrid pour la liberté au Chili ». Une déclaration qui est un appel à la communauté internationale afin qu'elle se prononce fermement contre le régime chilien et qu'elle réclame des Nations Unies, dont l'assemblée générale se réunit actuellement, qu'elle opte dans le sens des décisions de 1975. Il serait en effet très grave, non seulement pour le peuple chilien mais aussi pour d'autres peuples du monde, de voir disparaître le groupe de travail ad hoc de la commission des droits de l'Homme au moment même où le régime Pinochet continue de violer systématiquement les droits de l'Homme et institutionnalise, par son projet de constitution, l'instauration d'un régime policier et fasciste.

En mettant l'accent sur le droit des peuples à choisir leur propre destin, la déclaration finale montrait du doigt ceux des pays capitalistes qui, réputés démocratiques, aident financièrement ou livrent des armes aux dictatures sud-américaines. C'est précisément cette complicité qui doit aujourd'hui mobiliser l'opinion publique.

C'est dans cet esprit que le P.S.U., avec d'autres pays européens (voir encadré ci-contre) a déposé à la conférence de Madrid un texte qui insiste sur la nécessaire solidarité avec le peuple chilien et le boycott des dictatures sud-américaines.

Asela CADENA ■

(1) Parmi les mouvements qui ont recueilli un chaleureux accueil, il faut noter le Front Polisario, l'O.L.P. et le Front Sandiniste.

Madrid : un appel au boycott

Les organisations suivantes : P. A. S. O. K. (Grèce), P.S.U. (France), Coordination française de comités de solidarité avec le Chili ; Movimiento communista (Espagne) ; Organizacion de Izquierda Comunista (O.I.C.) (Espagne) ; Democrazia Proletaria (Italie) ; présentent la déclaration comme ci-dessous :

1) Elles se réjouissent du nombre important de délégations qui ont répondu à l'appel de « Chile Democratico » et assistent à cette conférence.

2) Elles pensent que cette conférence crée les conditions pour que soit entreprise une campagne internationale de boycott économique, culturel et militaire contre la dictature chilienne.

3) En fait, la force des régimes fascistes latino-américains repose sur la collaboration dont ils bénéficient de la part du capital international, des emprunts qui leur sont consentis, de l'armement que quelques pays capitalistes, les Etats-Unis, la France, la R.F.A. et l'Italie en particulier leur fournissent. C'est pourquoi l'isolement de la junte militaire doit devenir un fait concret. La course aux armements qui se déroule actuellement dans le continent latino-américain favorise l'augmentation du pouvoir militaire de répression du mouvement populaire et exacerbe le chauvinisme. La campagne de boycott du commerce des armes doit exiger que soit en même temps mise en évidence la nécessité de reconversion de l'appareil productif des industries d'armement des pays capitalistes occidentaux.

4) Enfin, nos organisations proposent que la résolution finale de la Conférence inclut un appel aux gouvernements et/ou aux organisations syndicales et politiques des pays impliqués dans ce commerce des armes en faveur des dictatures et concrètement du Chili, pour que ce boycott soit effectif et massif, et crée ainsi des conditions qui facilitent la défaite de la dictature chilienne.

Madrid, 10 novembre 1978 ■

Liban :

Chroniques d'une guerre

- Xavier Baron, « Les Palestiniens. Un peuple ». Paris, éd. Le Sycomore, 1978, 424 p., 57 F.
- Benassar, « Anatomie d'une guerre et d'une occupation. Evénements du Liban de 1975 à 1978 », Paris, éd. Galilée, 1978, 224 p., 47 F.
- René Chamussy, « Chronique d'une guerre. Le Liban, 1975-1977 », Paris, éd. Desclée, 1978, 284 p., 59 F.
- Etel Adnan, « Sitt Marie Rose », Paris, éd. des Femmes, 1978, 118 p., 25 F.
- Albert Bourgi et Pierre Weiss, « Les complots libanais. Guerre ou paix au Proche-Orient », Paris, éd. Berger-Levrault, 1978, 212 p., 47 F.
- Sahar Khalifa, « Chronique du figuier barbare », Paris, Gallimard, 1978, 208 p., 37 F (traduit de l'arabe par A. Rashed, J.E. Benecheikh et C. Lévy).

Les livres sur le Liban décidément ne vont plus faire défaut. Il est vrai que leur nombre augmente à proportion même que la réalité libanaise se dérobe. Et comment d'ailleurs ne se déroberait-elle pas ? Enjeu régional, bataille de clans et de féodalités, conflit religieux, etc., le Liban c'est tout cela à la fois.

Qui se bat contre qui au Liban ? Le bruit et la fureur des canons, les morts innombrables, depuis avril 1975, justifieraient-ils que l'on renvoie chaque adversaire dos à dos dans une condamnation qui masquerait les véritables motivations de la guerre du Liban, les enjeux, mondiaux, du conflit ?

Le petit livre d'Etel Adnan — qui a été fort opportunément couronné par le jury du « Prix de l'Amitié franco-arabe » — revêt, actuellement une singulière importance. Son ouvrage évoque en effet la vie et le martyr de Marie Rose, directrice d'école d'enfants inadaptés, chrétienne libanaise engagée dans la lutte aux côtés de la résistance palestinienne. Pour avoir « trahi » sa classe, cette jeune femme, sera, au plus fort des combats de la guerre du Liban, enlevée, « jugée », torturée et assassinée.

« J'ai défendu la cause palestinienne avant de la connaître, affirme Marie Rose devant ses bourreaux. **Je défends une culture commune, une histoire commune, la leur et la nôtre. Je ne vois pas de différence, mais si j'ai pris leur parti contre le vôtre, dans la douleur, c'est parce que notre survie est liée à la leur ».** Ces mots sont plus que jamais vrais. Mais refuser — et, circonstance aggravante, en tant que femme — la « vérité » d'un pouvoir basé sur la force, la virilité, la certitude de la supériorité, c'était s'exposer au pire. Le pire, pour Marie Rose, est arrivé.

Reste ce témoignage d'une vie courageuse tournée vers un avenir où ce type de pouvoir ne chercherait plus à s'imposer. Un témoignage symbolique et lucide.

C'est dans un tout autre registre que s'inscrit l'ouvrage de Xavier Baron. Ancien correspondant de l'A.F.P. à Beyrouth, X. Baron a su garder les qualités du journaliste — goût de l'enquête, vivacité du récit — en écrivant un livre d'historien (1). Il traite un des sujets les moins connus aujourd'hui encore en Europe et en France : le destin du peuple palestinien. Il fait œuvre utile en rétablissant, documents à l'appui, quelques vérités bonnes à dire ou à redire, face à des falsifications que certains voudraient rendre crédibles en les répétant inlassablement. Et il a plus de mérite encore lorsqu'il comble, à propos de certains épisodes particulièrement peu connus de l'histoire palestienne, des lacunes que l'on trouve toujours, même dans de bons ouvrages d'auteurs spécialisés.

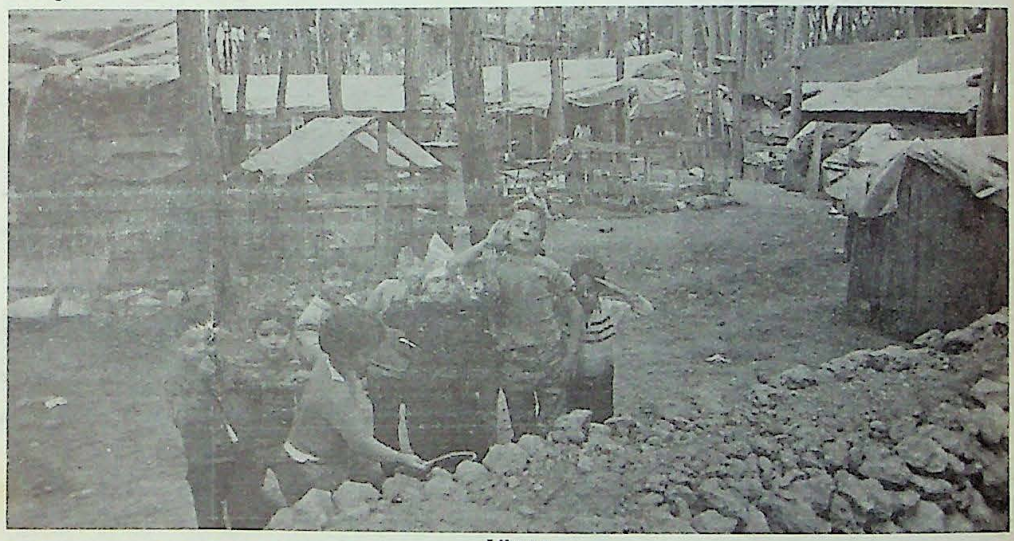
Toute la différence entre l'ouvrage de Bourgi et Weiss et celui de Benassar tient en peu de mots : le premier est un livre d'analyse, le second se veut de confidences. Des confidences qui — sous le pseudonyme emprunté par un homme de la classe politique libanaise —, ne font qu'ajouter parfois au sentiment de malaise qu'éprouve tout observateur occidental quand il observe la scène proche-orientale. Bien des passages supposent en effet un lecteur plus qu'initié aux péripéties, aux rebondissements et surtout aux clairs-obscurs d'une vie politique fortement marquée par le clientélisme. Aussi n'est-ce pas ce qui fait l'intérêt de l'ouvrage. En revanche tous ceux qui s'interrogent sur « l'indulgence » dont font preuve les Etats-Unis à l'égard de la Syrie depuis juin 1976 trouveront des éléments de réponse. Les Américains n'en sont pas à un retournement près. Après avoir choisi le soutien de la droite musulmane contre les maronites, les U.S.A. décideront d'appuyer la politique antipalestinienne du président Assad. Bien des anecdotes illustrent la « mobilité » de la politique des puissances présentes ou agissantes dans la région. Une mobilité à laquelle l'auteur lui-même n'a pas échapté puisque, au début sympathisant de Kamal Joumblatt — assasiné depuis —, il semble épouser pour l'heure l'attitude du président syrien.

Au Liban, on ne fait rien de bon sans passion. Albert Bourgi et Pierre Weiss ont également leurs sympathies. Elles vont à gauche. Mais leur méthode est bien différente. La vie politique libanaise est ambiguë : à la fois démocratie parlementaire et fondée sur un clientélisme local et confessionnel. L'irruption des réfugiés palestiniens dans un pays dominé par le ressentiment intercommunautaire n'a fait que précipiter la crise. Chacun des thèmes abordés permet d'y voir plus clair dans l'écheveau libanais.

La chronologie que nous propose René Chamussy vient heureusement compléter l'ensemble. D'autant que l'auteur, proche de la sensibilité chrétienne, n'ignore rien de la complexité libanaise. Même si parfois, cédant, comme d'autres, à ses propres sympathies, il joint à une scrupuleuse description chronologique des événements, quelques jugements de valeur.

Ce n'est pas du Liban mais la vie dans les territoires occupés pendant onze ans par Israël que la belle chronique de Sahar Khalifa s'attache.

Une vie en apparence routinière, comme tant d'autres où manger, dormir, travailler deviennent les activités essentielles de chaque jour. A y regarder de plus près, on s'aperçoit cependant que le fait le plus banal de l'existence renvoie à une réalité inacceptée : celle de l'occupation.



Liban :
camp de réfugiés palestiniens.

Avec cette « Chronique du Figuier barbare » — son second ouvrage —, l'auteur, palestinienne née à Naplouse, a réalisé une belle œuvre qui tient à la fois du livre-poème et du reportage pris sur le vif. Douceur et cruauté imprègnent ces pages où se mêlent à l'espoir indéracinable, aux souvenirs d'une terre généreuse, les visages multiples d'une oppresion, sourde et violente. Mais, plus que l'espoir, la certitude est là, bien ancrée : « le pays ne sombrera pas ». Tortures, emprisonnements ou dynamitages de maisons ne font que galvaniser cette volonté de survie, que renforcer ce désir sans fin de liberté.

Ce livre n'entre dans aucune catégorie. La trame dont il est fait est neuve. Merci aux traducteurs de nous avoir si bien restitué cette nouveauté dans l'écriture et l'imagination créatrice de Sahar Khalifa.

Notes de lectures préparées par Albert-Paul LENTIN, Gisèle REBOUL et José SANCHEZ ■

(1) Cet ouvrage a reçu le « Prix Mahmond El Hamchari », décerné par le jury du prix de l'Amitié franco-arabe.